

Chambre des Représentants

SESSION 1968-1969.

12 NOVEMBRE 1968.

TABLEAU DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI FIGURANT A L'ORDRE DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

SOMMAIRE :

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE :

	Pages
I. — Projets de loi dont les rapports sont faits	2
II. — Projets sans rapport (art. 57 du Règlement)	3
III. — Projets et propositions de loi en Commissions :	
a) Commission spéciale	3
b) Commission du Budget	3
c) Commissions permanentes :	
Affaires économiques	4
Affaires étrangères	4
Affaires générales et Fonction publique	4
Agriculture	5
Classes moyennes	5
Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones	5
Défense nationale	5
Education nationale	5
Emploi et Travail	5
Finances	6
Intérieur	6
Justice	7
Prévoyance sociale	8
Revision de la Constitution	8
Santé publique et Famille	9
Travaux publics	9
IV. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération	9

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE.

(En ce qui concerne les projets de loi dont la Chambre a été saisie avant le 19 septembre 1944, il y a lieu de consulter le document de la Chambre n° 1 de la session extraordinaire 1949.)

I. — Projets de loi dont les rapports sont faits ⁽¹⁾.

a) Projets de loi dont la Commission propose l'adoption.

Armée :

Officiers :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Transmis par le Sénat, n° 568/1 du 23 juin 1960.

Rapport de M^{me} de Moor-Van Sina, n° 568/2 du 16 février 1961.

Budgets :

1. Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des Recettes extraordinaires pour l'année budgétaire 1969.

Budget des Recettes et des Dépenses pour l'année budgétaire 1969. — « Exposé Général ».

Présenté par le Gouvernement, n° 4-I/1 de 1968-1969.

Amendement de M. Delruelle (G.), n° 4-I/2 de 1968-1969.

Amendements de M. Moulin, n° 4-I/3 de 1968-1969.

Rapport de M. Claes (W.), n° 4-I/4 du 12 novembre 1968.

2. Projet de loi contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-II/1 de 1968-1969.

Rapport de M. Claes (W.), n° 4-II/2 du 12 novembre 1968.

Droit civil :

Responsabilité civile (automobilistes) :

Projet de loi étendant, à titre provisoire, les attributions du Fonds commun de garantie agréé par l'arrêté royal du 31 janvier 1957.

Présenté par le Gouvernement, n° 72/1 du 12 août 1968.

Amendement de M. Michel, n° 72/2 du 15 octobre 1968.

Rapport de M. Van Rompaey, n° 72/3 du 7 novembre 1968.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

Projet de loi organique des Conseils culturels.

Transmis par le Sénat, n° 569/1 du 23 juin 1960.

Rapport de M. Mertens de Wilmars, n° 569/2 du 8 février 1961.

Amendement de M. Radoux, n° 569/3 du 14 février 1961.

Enfance :

Spectacles :

Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

Transmis par le Sénat, n° 379 du 12 mai 1953.

Rapport de M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 51 du 26 novembre 1953.

Amendements de : 1^o M. Dejardin et 2^o M^{me} Fontaine-Borguet, n° 52 du 26 novembre 1953.

Amendement de M. Fayat, n° 134 du 17 décembre 1953.

Amendements de : 1^o M. Pierson et 2^o M. Van Eynde, n° 208 du 27 janvier 1954.

Guerre :

Domages de guerre :

Projet de loi modifiant les articles 5 et 6bis des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés coordonnées le 30 janvier 1954 et, par extension, la législation relative à la réparation des dommages causés par les forces expéditionnaires alliées.

(Articles disjoints du projet n° 425/1. — Voir rapport de M. Van Cleemput, n° 425/23.)

Projet amendé par le Sénat, n° 425/27 du 31 mars 1965.

Rapport de M. De Mey, n° 425/28 du 6 avril 1965.

b) Projets de loi que la Commission propose de ne pas adopter.

Agriculture :

Projet de loi relatif aux poudrages et pulvérisations pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

Transmis par le Sénat, n° 420 du 8 mai 1951.

Rapport de M. Massart, n° 864/2 du 18 février 1958.

Alcool :

Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées.

Transmis par le Sénat, n° 302/1 du 26 mai 1955.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 du 6 avril 1960.

Assurances sociales :

Sécurité sociale :

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951.

Transmis par le Sénat, n° 9/1 du 18 juin 1958.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 9/2 du 16 avril 1959.

Banques :

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Transmis par le Sénat, n° 927/1 de 1957-1958.

Rapport de M. Fimmers, n° 642/2 de 1959-1960.

Commerce et industrie :

Prix :

Projet de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Transmis par le Sénat, n° 639 du 29 juillet 1948.

Rapport de M. Tahon, n° 486/2 du 27 mars 1956.

Ventes à tempérament :

Projet de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 et l'article 43bis de la loi du 25 mars 1876.

Transmis par le Sénat, n° 228 du 4 octobre 1945.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 485/2 du 24 janvier 1963.

(¹) Les noms imprimés en italique sont ceux des Représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre.

Communes :*Loi communale :*

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature.

Transmis par le Sénat, n° 415 du 12 mars 1954.

Rapport de M. De Cooman, n° 94/2 du 17 juin 1954.

Droit civil :*Etat civil :*

Projet de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Transmis par le Sénat, n° 570 du 27 juin 1951.

Rapport de M. Tahon, n° 487/2 du 27 mars 1956.

Marriage :

Projet de loi relatif à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 599 du 10 juillet 1952.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 du 24 janvier 1963.

Droit pénal :*Contraventions :*

Projet de loi portant modification de l'article 551, 5°, du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 232/1 du 22 juin 1966.

Rapport de M. Bohy, n° 232/2 du 16 février 1967.

Sûreté de l'Etat :

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 516 du 19 juin 1952.

Amendements de M. Leclercq, n° 19 du 17 novembre 1953.

Rapport de M. Hermans, n° 88 du 8 décembre 1953.

Amendement de M. Deruelles (H.), n° 146 du 29 décembre 1953.

Amendements de M. Leclercq, n° 148 du 7 janvier 1954.

Le 27 janvier 1954. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 484/2 du 24 janvier 1963.

Guerre :*Résistance :*

Projet de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée secrète et rétablissant son statut.

Transmis par le Sénat, n° 312 du 9 mars 1950.

Rapport de M. Namèche, n° 537/2 du 12 juin 1956.

Le 16 avril 1959. — Renvoi à la Commission de la Défense nationale.

Rapport de M. Verboven, n° 590/2 du 12 juin 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

Projet de loi complétant l'article 12 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux recours en appel et en cassation en matière d'impôts directs.

Transmis par le Sénat, n° 826/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Philippart, n° 826/2 du 12 février 1958.

Rapport de M. Tielemans (F.), n° 826/3 du 6 mars 1958.

Lois électorales :*Élections. — Propagande électorale :*

Projet de loi relatif à la protection de la propagande électorale.

Transmis par le Sénat, n° 226 du 17 octobre 1946.

Amendements de M. Philippart, n° 232 du 21 octobre 1946.

Rapport de M. Spinoy, n° 182 du 10 février 1949.

Organisation judiciaire :*Notaires, avoués, huissiers :*

Projet de loi relatif aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

Transmis par le Sénat, n° 443/1 du 24 février 1960.

Amendements de : 1° M. Lefère (F.); 2° M. Lindemans, n° 443/2 du 2 mars 1960.

Rapport de M. Robyns, n° 443/3 du 18 mai 1960.

Pêche fluviale :

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Transmis par le Sénat, n° 820/1 du 10 décembre 1957.

Rapport de M. Peiffer, n° 820/2 du 29 janvier 1958.

Amendement de M. Sainte, n° 820/3 du 20 mars 1958.

II. — Projets de loi sans rapport (art. 57 du Règlement).**Chambres législatives :***Dissolution :*

Projet de loi portant diverses dérogations à l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

Présenté par le Gouvernement, n° 129/1 du 23 octobre 1968.

III. — Projets et propositions de loi en Commission ⁽¹⁾.**a) Commission spéciale.****Commerce et industrie :***Organisation de l'Economie :*

Projet de loi cadre portant organisation de la planification et de la décentralisation économique.

Présenté par le Gouvernement, n° 125/1 du 22 octobre 1968.

Amendement de M. Defraigne, n° 125/2 du 5 novembre 1968.

Amendements de M. Lindemans, n° 125/3 du 8 novembre 1968.

Rapporteurs : MM. Hurez et Claeys.

Composition de la Commission :

Président : M. Detiège.

A. — Membres effectifs : MM. Blanckaert, Califice, Claeys, Kelchtermans, Lindemans, Persoons, Vanden Boeynants, Verroken. — Claes (W.), Deruelles (H.), Detiège, Hurez, Mottard, Van Hoorick. — De Clercq, Delruelle (G.), De Weert, Hannotte, Piron. — Schiltz, Wouters. — Moreau.

B. — Membres suppléants : MM. Baekens, Dequae, Henckens, Humblet. — Bary, Boeykens, Lacroix, Nyffels. — Boey, Ciselet, Van Offelen. — Olaerts. — Defosset.

b) Commission du budget : nihil.

(¹) Les noms imprimés en italique sont ceux des Représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre

c) Commissions permanentes.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Arts, sciences et lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.
Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.
Le 25 juin 1968 : Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et de l'Agriculture.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Affaires étrangères :

Assistance :

1. Proposition de résolution tendant à mettre à la disposition d'un fonds mondial d'aide aux plus déshérités la contrevaletur d'une journée de budget de la Défense nationale.
Présentée par M. Califice, n° 18/1 du 2 juillet 1968.

2. Proposition de résolution relative au versement d'une contribution en faveur de l'aide internationale au bénéfice des familles des personnes persécutées par le Gouvernement de la République Sud-Africaine pour leur opposition à la politique d'apartheid.
Présentée par M. Glinne, n° 19/1 du 2 juillet 1968.

Assurances sociales :

1. Projet de loi portant approbation de la convention signée à Madrid le 10 octobre 1967 portant révision de la convention entre la Belgique et l'Espagne sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 28 novembre 1956.

Présenté par le Gouvernement, n° 70/1 du 10 août 1968.

2. Projet de loi portant approbation de la convention, signée à Bruxelles le 27 septembre 1967, portant révision de la convention générale entre la Belgique et la Grèce sur la sécurité sociale, signée à Athènes le 1^{er} avril 1958.

Présenté par le Gouvernement, n° 71/1 du 10 août 1968.

3. Projet de loi portant approbation de la Convention générale sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République Algérienne démocratique et populaire, et du Protocole annexe, signés à Bruxelles, le 27 février 1968.

Présenté par le Gouvernement, n° 138/1 du 7 novembre 1968.

Commerce :

1. Projet de loi portant approbation du protocole portant reconduction de l'accord international sur l'huile d'olive de 1963, fait à Genève le 30 mars 1967.

Présenté par le Gouvernement, n° 73/1 du 12 août 1968.

2. Projet de loi portant approbation du protocole portant nouvelle prorogation de l'accord international sur le sucre de 1958, fait à Londres le 14 novembre 1966.

Présenté par le Gouvernement, n° 74/1 du 12 août 1968.

3. Projet de loi portant approbation de l'accord de commerce entre l'Union Economique Benelux et la République des Philippines, signé à Manille, le 14 mars 1967.

Présenté par le Gouvernement, n° 76/1 du 23 août 1968.

Droit international privé :

1. Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1955; b) Convention additionnelle à ce Traité, signée à La Haye, le 3 juillet 1956.

Projet amendé par le Sénat, n° 387/3 de 1956-1957.

Rapporteur : M. Pierson.

2. Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg le 7 février 1968, réglant l'exécution de l'accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et la République Populaire de Bulgarie, d'autre part, concernant l'indemnisation des intérêts belges et luxembourgeois en Bulgarie, signé à Sofia, le 25 février 1965.

Présenté par le Gouvernement, n° 127/1 du 23 octobre 1968.

3. Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et la République

Populaire de Bulgarie, d'autre part, concernant l'indemnisation des intérêts belges et luxembourgeois en Bulgarie, de l'annexe, du protocole d'application et des lettres annexes, signés à Sofia, le 25 février 1965.

Présenté par le Gouvernement, n° 128/1 du 23 octobre 1968.

4. Projet de loi portant approbation de l'accord entre le gouvernement du royaume de Belgique et le gouvernement du royaume du Maroc, sur l'indemnisation de certains biens et intérêts belges au Maroc, et de l'annexe, signés à Rabat, le 18 octobre 1967.

Présenté par le Gouvernement, n° 131/1 du 25 octobre 1968.

Europe :

Projet de loi portant approbation de la décision du 25 juillet 1967 des représentants des gouvernements des états membres de la Communauté Economique Européenne, réunis au sein du Conseil, prévoyant des dispositions spéciales applicables aux produits oléagineux originaires des états africains et malgache associés ou des pays et territoires d'outre-mer.

Présenté par le Gouvernement, n° 69/1 du 10 août 1968.

Finances :

1. Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et l'Irlande, tendant à éviter la double imposition des revenus provenant de l'exploitation des transports maritimes ou aériens, signé à Bruxelles, le 4 décembre 1967.

Présenté par le Gouvernement, n° 79/1 du 9 septembre 1968.

2. Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, pour l'assistance mutuelle entre les administrations douanières respectives, et des protocoles, signés à Rome, le 7 septembre 1967.

Présenté par le Gouvernement, n° 132/1 du 25 octobre 1968.

3. Projet de loi portant approbation du cinquième protocole à la convention de La Haye du 18 février 1950, portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages et métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signé à La Haye, le 29 avril 1968.

Présenté par le Gouvernement, n° 133/1 du 25 octobre 1968.

Investissements :

Projet de loi portant approbation de la convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, faite à Washington le 18 mars 1965.

Présenté par le Gouvernement, n° 75/1 du 12 août 1968.

Marine :

Projet de loi portant approbation de la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge et des annexes, faites à Londres, le 5 avril 1966.

Présenté par le Gouvernement, n° 67/1 du 30 juillet 1968.

Réfugiés :

Projet de loi portant approbation du protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New-York le 31 janvier 1967.

Présenté par le Gouvernement, n° 84/1 du 7 octobre 1968.

Télégraphes et Téléphones :

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

1. a) accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites,

b) accord spécial et annexe,

faits à Washington, le 20 août 1964;

2. accord additionnel sur l'arbitrage, fait à Washington, le 4 juin 1965.

Présenté par le Gouvernement, n° 82/1 du 26 septembre 1968.

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-V/1 de 1968-1969.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

Agriculture :

Code forestier :

Projet de loi portant mise à jour du texte français du Code forestier et établissant le texte néerlandais de ce même Code.
Présenté par le Gouvernement, n° 85/1 du 7 octobre 1968.

Code rural :

Projet de loi portant mise à jour du texte français du Code rural et établissant le texte néerlandais de ce même Code.
Présenté par le Gouvernement, n° 139/1 du 7 novembre 1968.

COMMISSION DES CLASSES MOYENNES.

Commerce et industrie :

Projet de loi instituant des conditions d'établissement pour le commerce de gros et le commerce de détail dans une petite ou moyenne entreprise et modifiant la loi du 24 décembre 1958.

Transmis par le Sénat, n° 543/1 du 24 janvier 1968.

COMMISSION DES COMMUNICATIONS,
DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

Affaires étrangères :

Transport :

Projet de loi relatif aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable.
Présenté par le Gouvernement, n° 89/1 du 16 octobre 1968.
Rapporteur : M. Van Winghe.

Transport :

Navigation maritime :

Projet de loi relatif à la réglementation des transports maritimes.
Présenté par le Gouvernement, n° 87/1 du 15 octobre 1968.
Rapporteur : M. Blanckaert.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Guerre :

Évadés :

Projet de loi établissant un statut des évadés de guerre.
Transmis par le Sénat, n° 132 du 20 décembre 1951.

Amendement du Gouvernement, n° 122 du 21 janvier 1953.
Rapport de M. Verboven, n° 400 du 19 mai 1953.
Amendement de M. Namèche, n° 469 du 9 juin 1953.
Amendements de M. Terfve, n° 478 du 10 juin 1953.
Le 10 juin 1953. — Renvoi en Commission.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE.

Enseignement :

Enseignement moyen :

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen (fonctions de maître d'études ou de surveillant).

Transmis par le Sénat, n° 330 de 1949-1950.

Amendement de M. Deconinck (J.), n° 577 du 27 juin 1951.

Enseignement primaire :

1. Projet de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.

Transmis par le Sénat, n° 204 du 22 février 1949.

Rapport de M. Verbist, n° 241 du 16 février 1950.

Le 28 février 1950. — Renvoi en Commission.

N.B. Ce projet concerne les « Amicales ».

2. Projet de loi abrogeant les articles 29 et 31 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957.

Transmis par le Sénat, n° 762/1 du 19 mars 1964.

Pensions :

Pensions civiles :

Projet de loi abrogeant l'article 8 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.

Transmis par le Sénat, n° 168/1 du 1^{er} décembre 1954.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XVII/ de 1968-1969.

Travail :

Commissions paritaires :

Projet de loi sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.

Transmis par le Sénat, n° 559/1 du 7 février 1968.

Rapporteur : M. Van Rompaey.

Contrat de travail :

1. Projet de loi relatif au contrat de louage de services manuels de travailleurs domestiques et à la réglementation de leur travail.

Transmis par le Sénat, n° 621 de 1947-1948.

Rapporteurs : M^{me} Copée-Gerbinet et M. Duerinck.

2. Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat de louage de travail en cas de grève ou de lock-out.

Projet amendé par le Sénat, n° 392 du 9 mars 1954.

Amendements de M. De Paepe, n° 464/2 du 23 février 1956.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 172/2 du 18 mars 1959.

Le 15 avril 1959. — Renvoi en Commission.

Hygiène et sécurité de travail :

1. Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la fabrication, la manipulation et l'utilisation de substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.

Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand, n° 128/3 du 18 mars 1959.

Le 12 novembre 1959. — Renvoi à la Commission de l'Emploi et du Travail et pour avis à la Commission de la Santé Publique et de la Famille.

Voyageurs de commerce :

Projet de loi portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.

Transmis par le Sénat, n° 95 du 24 avril 1945.

Rapport de M. Heyman, n° 194 du 29 août 1945.

Le 26 septembre 1945. — Renvoi en Commission.

COMMISSION DES FINANCES.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget des Dotations pour l'année budgétaire 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-IV/1 de 1968-1969.

Règlement définitif :

Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1965 et de budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 1965 ou pour des années antérieures.

Présenté par le Gouvernement, n° 39/1 du 11 juillet 1968.

Cour des Comptes :*Cahier d'observations :*

Examen du 123^e cahier de la Cour des Comptes.

Finances :*Comptabilité de l'Etat :*

1. Projet de loi rendant applicable aux agents temporaires et anciens agents temporaires du Ministère des Colonies rémunérés à charge du budget colonial, les dispositions de la loi du 10 novembre 1953 relative à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.

Transmis par le Sénat, n° 463/1 de 1959-1960.

Amendements de M. *Saint-Remy*, n° 628/2 du 18 juillet 1963.

2. Projet de loi relatif à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces.

Amendé par le Sénat, n° 408/6 du 28 février 1968.

Domaines :

Projet de loi domaniale et dérogeant à la comptabilité de l'Etat. Amendé par le Sénat, n° 414/3 du 7 février 1968.

Impôts :*Douanes et accises :*

1. Projet de loi concernant le régime d'accise des huiles minérales. Présenté par le Gouvernement, n° 62/1 du 18 juillet 1968.

2. Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 11 décembre 1959 concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise et l'article 8bis de la loi du 7 juin 1926 modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise et établissant ou revisant des taxes de consommation.

Présenté par le Gouvernement, n° 66/1 du 26 juillet 1968.

3. Projet de loi modifiant le régime d'accise du tabac. Présenté par le Gouvernement, n° 77/1 du 29 août 1968.

Impôts directs :

1. Projet de loi modifiant les articles 54 et 71 du Code des impôts sur les revenus.

Transmis par le Sénat, n° 569/1 du 28 février 1968.

2. Projet de loi portant modification des articles 43 et 114 du Code des impôts sur les revenus.

Transmis par le Sénat, n° 570/1 du 28 février 1968.

3. Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus.

Présenté par le Gouvernement, n° 137/1 du 5 novembre 1968. Amendements du Gouvernement, n° 137/2 du 7 novembre 1968.

Impôts indirects :

1. Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. Présenté par le Gouvernement, n° 81/1 du 26 septembre 1968.

2. Projet de loi créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée. Présenté par le Gouvernement, n° 88/1 du 15 octobre 1968.

Amendement de M. *Goeman*, n° 88/2 du 7 novembre 1968.

Rapporteur : M. *Baeskens*.

3. Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. Présenté par le Gouvernement, n° 90/1 du 17 octobre 1968.

Rapporteur : M. *Baeskens*.

4. Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Présenté par le Gouvernement, n° 91/1 du 17 octobre 1968.

Rapporteur : M. *Baeskens*.

Pensions :*Pensions civiles :*

Projet de loi relatif à la pension des membres du personnel directeur et enseignant ainsi que des surveillants éducateurs des établissements libres d'enseignement technique à horaire réduit. Transmis par le Sénat, n° 568/1 du 28 février 1968.

Amendement de M. *Posson*, n° 136/2 du 5 novembre 1968.

Pensions militaires :

Projet de loi interprétant l'article 6 de la loi du 10 août 1948.

Transmis par le Sénat, n° 692/1 du 13 décembre 1963.

Procédure civile :*Saisie :*

Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrest pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Transmis par le Sénat, n° 491/1 de 1959-1960.

Rapporteur : M. *Barbé*.

COMMISSION DE L'INTERIEUR.

Armée :*Milice :*

1. Projet de loi modifiant la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience.

Transmis par le Sénat, n° 443/1 du 16 juin 1967.

2. Proposition de loi modifiant l'article 12, § 1, 5°, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. *Gheysen*, n° 37/1 du 11 juillet 1968.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1951 portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés.

Présentée par M. *Gheysen*, n° 40/1 du 11 juillet 1968.

Communes :*Fusion de communes :*

Projet de loi réunissant la commune de Chokier à celle de Flémalle-Haute.

Présenté par le Gouvernement, n° 80/1 du 19 septembre 1968.

Amendements de M. *Mottard*, n° 80/2 du 25 octobre 1968.

Personnel :

Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes non soumises à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Transmis par le Sénat, n° 364/1 de 1959-1960.

Amendements de M. *Saint-Remy*, n° 364/2 du 23 mars 1960.

Amendements de M. *Bracops*, n° 364/3 du 30 mars 1960.

Amendement de M. *Bracops*, n° 364/4 du 5 avril 1960.

Amendement de M. *Bracops*, n° 364/5 du 28 avril 1960.

Sous-amendements de M. *Saint-Remy*, n° 364/6 du 10 mai 1960.

Amendement de M. *Saint-Remy*, n° 364/7 du 5 juillet 1960.

Rapporteur : M. *Piron*.

Droit public :*Conseil d'Etat :*

Projet de loi portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat.

Transmis par le Sénat, n° 1004/1 du 12 mars 1965.

Amendements de : 1° M. *Saint-Remy* et 2° M. *Bracops*, n° 1004/2 du 16 mars 1965.

Amendements de M. De Staercke, n° 1004/3 du 16 mars 1965.
 Amendements de M. Saintraint, n° 1004/4 du 22 mars 1965.
 Rapport de M. Meyers, n° 1004/5 du 6 avril 1965.
 Amendements de MM. De Clercq (W.), et Vanlerpoorten, n° 1004/6 du 7 avril 1965.
 Amendements de : 1° M. R. Lefebvre; 2° M. Saintraint et 3° M. Piron, n° 1004/7 du 8 avril 1965.
 8 avril 1965. — Renvoi en Commission.
 Amendements de M. Saintraint, n° 49/2 du 10 novembre 1965.
 Amendement de M. Saintraint, n° 49/3 du 8 février 1966.
 Amendement de M. Dewulf, n° 49/4 du 29 mars 1966.
 9 mars 1967. — Renvoi en Sous-Commission de la Chambre et du Sénat.
 Amendements de M. Vranckx, n° 49/5 du 28 novembre 1967.

Lois électorales :

Proposition de loi modifiant la loi organique des élections provinciales ainsi que la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge d'éligibilité.

Présenté par M. Coppieters, n° 16/1 du 26 juin 1968.

Elections communales :

Proposition de loi modifiant la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge requis pour l'électorat.

Présentée par M. Coppieters, n° 15/1 du 26 juin 1968.

COMMISSION DE LA JUSTICE.

Armée :

Justice militaire :

Projet de loi relatif à la nomination du membre civil des conseils de guerre en campagne.

Transmis par le Sénat, n° 735/1 du 21 février 1964.

Commerce et industrie :

Armes et munitions :

Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce de munitions.

Présentée par M. Gillet, n° 38/1 du 11 juillet 1968.

Droit civil :

Adoption :

Projet de loi modifiant l'article 45 du Code civil, les Titres VIII et X du Livre 1^{er} du même Code, ainsi que les lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnées le 14 décembre 1932.

Amendé par le Sénat, n° 512/2 du 14 décembre 1967.

Rapporteur : M. Duerinck.

Bail à ferme :

Projet de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2°, deuxième alinéa du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 612/1 de 1959-1960.

Rapporteur : M. Cooreman.

Baux à loyer :

Projet de loi prorogeant la loi du 29 janvier 1964 tendant à protéger les loyers des habitations modestes.

Présenté par le Gouvernement, n° 130/1 du 25 octobre 1968.

Contrat de mariage :

Projet de loi modifiant les articles 1409, 1424 et 1425 du Code civil relatifs à la communauté légale et y introduisant un article 1424bis.

Amendé par le Sénat, n° 417/3 de 1957-1958.

Rapporteur : M. Mertens de Wilmars.

Divorce et séparation :

Projet de loi relatif à la pension après divorce.

Réamendé par le Sénat, n° 225/2 du 17 juin 1966.

Rapporteur : M. Saint-Remy.

Responsabilité civile (automobilistes) :

1. Projet de loi interprétant les articles 9 et 10 de la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Transmis par le Sénat, n° 511/1 du 14 février 1963.

Rapporteur : M. Lefèvre (F.).

2. Proposition de loi complétant la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Présentée par M. Defraigne, n° 20/1 du 2 juillet 1968.

Notariat :

1. Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires.

Transmis par le Sénat, n° 1021/1 du 25 mars 1965.

Amendements de M. Hermans, n° 1021/2 du 30 mars 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 1021/3 du 5 avril 1965.

Amendements de : 1° M. De Clercq (W.); 2° M. Dewulf, n° 1021/4 du 8 avril 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/2 du 28 février 1966.

Amendements du Gouvernement, n° 135/3 du 22 juin 1966.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/4 du 8 septembre 1966.

Amendements de M. Van Lidth de Jeude, n° 135/5 du 27 septembre 1966.

Amendements de M. Leys, n° 135/6 du 18 décembre 1967.

Amendement de M. Lefèvre (Th.), n° 135/7 du 25 janvier 1968.

Rapporteur : M. Hermans.

2. Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale.

Transmis par le Sénat, n° 1033/1 du 7 avril 1965.

Amendement de M. Saintraint, n° 358/2 du 30 janvier 1967.

Organisation judiciaire :

Barreau :

Projet de loi relatif à l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

Transmis par le Sénat, n° 247 du 8 mars 1949.

Amendements du Gouvernement, n° 244 du 6 février 1951.

Rapporteur : M. De Gryse.

Cour d'appel :

Proposition de loi portant décentralisation de la Cour d'appel de Bruxelles.

Présentée par M. Coppieters, n° 26/1 du 4 juillet 1968.

Langues :

1. Projet de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 369 du 4 mars 1954.

2. Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 370 du 4 mars 1954.

Notaires, avoués, huissiers :

Projet de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers.

Transmis par le Sénat, n° 488 du 19 mai 1949.

Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 331 de 1949-1950.

Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 24 du 28 juin 1950.

Rapporteur : M. De Gryse.

Personnel :

1. Projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, modifiée par les lois du 1^{er} septembre 1966 et du 5 juin 1967.
Transmis par le Sénat, n° 564/1 du 28 février 1968.
2. Proposition de loi modifiant la loi sur l'organisation judiciaire et la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 32/1 du 10 juillet 1968.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, en vue de l'extension du cadre des substitués du procureur du Roi des parquets de première instance.
Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 34/1 du 10 juillet 1968.
4. Projet de loi modifiant les lois du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code pénal militaire et du 10 octobre 1967, contenant le Code judiciaire.
Présenté par le Gouvernement, n° 135/1 du 4 novembre 1968.

Amendements de : 1° M. Leys; 2° M. Van Lidth de Jeude; 3° M. Belmans, n° 135/2 du 6 novembre 1968.

Rapporteur : M. Charpentier.

Traitements :

Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 35/1 du 10 juillet 1968.

Procédure civile :*Compétence :*

Projet de loi concernant les pouvoirs du juge des référés.

Transmis par le Sénat, n° 493 du 19 mai 1949.

Rapporteur : M. Soudan.

COMMISSION DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.**Assurances sociales :***Accidents du travail :*

Proposition de loi concernant le paiement en capital des rentes viagères perçues à la suite d'accidents du travail.
Présentée par M. Defraigne, n° 13/1 du 25 juin 1968.

Maladies professionnelles :

Projet de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.
Présenté par le Gouvernement, n° 83/1 du 1^{er} octobre 1968.

Amendements de : 1° M. De Vlies; 2° M. Castel; 3° M. Glineur, n° 83/2 du 14 octobre 1968.

Amendements de M. Defraigne, n° 83/3 du 22 octobre 1968.

Amendements de M. Anciaux, n° 83/4 du 23 octobre 1968.

Amendements du Gouvernement, n° 83/5 du 23 octobre 1968.

Amendements de : 1° Gouvernement; 2° M. Defraigne; 3° M. Anciaux; 4° M. Glineur, n° 83/6 du 29 octobre 1968.

Rapporteur : M. Wirix.

Vieillesse et décès prématuré :

Projet de loi instituant un revenu garanti aux personnes âgées.

Présenté par le Gouvernement, n° 134/1 du 31 octobre 1968.

COMMISSION DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION.**Droit public :***Constitution.*

Déclaration de révision (*Moniteur belge* du 2 mars 1968).

Dispositions soumises à révision, n° 10/1 (S.E. 1968).

Révision de l'article premier, alinéa 4.

Colonie.

Révision du Titre premier, article 3bis (*nouveau*).

Régions linguistiques.

Révision du Titre II (insertion de dispositions nouvelles).

Droits économiques et sociaux.

Révision de l'article 6, alinéa 3 (*nouveau*).

Exclusion de toute discrimination.

Révision de l'article 22.

Secrét des communications téléphoniques et télégraphiques.

Révision de l'article 23.

Emploi des langues.

Révision du Titre III (insertion de dispositions nouvelles).

Propositions émanant d'organismes de droit public au Gouvernement ou aux Chambres.

Révision du Titre III, article 25bis (*nouveau*).

Exercice de pouvoirs par des autorités supranationales ou internationales.

Révision de l'article 36.

Incompatibilités.

Révision du Titre III, chapitre I, article 38bis (*nouveau*).

Procédure spéciale à observer à l'égard de projets ou propositions de loi qui pourraient porter gravement atteinte aux relations entre les communautés linguistiques.

Révision de l'article 39 (première phrase).

Vote par appel nominal.

Révision de l'article 47 (disposition transitoire).

Droit de vote des femmes. — Catégories spéciales (abrogation).

Révision de l'article 47, alinéas 1 et 3.

Condition de domicile imposée aux électeurs. — Droit de vote des femmes.

Révision de l'article 49.

Répartition des sièges des députés.

Révision de l'article 52.

Indemnité parlementaire. — Libre parcours.

Révision de l'article 52 (disposition transitoire).

Indemnité parlementaire des membres de la Chambre (1919-1920) (abrogation).

Révision de l'article 53.

Composition du Sénat et élection des Sénateurs.

Révision de l'article 53 (disposition transitoire).

Droit de vote des femmes. — Catégories spéciales (élection des Sénateurs) (abrogation).

Révision de l'article 56bis.

Sénat : catégories d'éligibles.

Révision de l'article 56bis (disposition transitoire).

Conditions d'éligibilité des Sénateurs (délai) (abrogation).

Révision de l'article 56ter.

Conditions d'éligibilité des Sénateurs élus par les conseils provinciaux.

Révision de l'article 57.

Indemnité. — Libre parcours des Sénateurs.

Révision de l'article 68.

Ratification des traités.

Révision de l'article 70, alinéa 1^{er}.

Temps de session des Chambres.

Révision de l'article 84.

Régence.

Révision du Titre III, chapitre II, section II (insertion de nouvelles dispositions).

Statut de secrétaire et sous-secrétaire d'Etat.

Révision de l'article 93.

Contestations en matière de droits politiques.

Révision de l'article 96.

Audiences des tribunaux. — Publicité.

Révision de l'article 97.

Jugement.

Révision de l'article 98.

Jury.

Révision de l'article 104.

Cours d'appel.

Révision de l'article 105 (adjonction d'une disposition nouvelle).

Juridictions de travail.

Révision du Titre III, chapitre III, article 107bis (*nouveau*).

Conflits entre les dispositions du droit interne, légales ou réglementaires, et celles du droit international ou du droit communautaire.

Révision du Titre III. Insertion d'un chapitre IIIbis (*nouveau*).

Juridictions administratives et Conseil d'Etat.

Révision de l'article 108.

Institutions provinciales et communales (principes).

Révision du Titre III, chapitre IV, article 108bis (nouveau).
Principes régissant les fédérations de communes et grandes agglomérations.

Révision de l'article 110 (adjonction d'une disposition nouvelle).
Impositions en faveur des grandes agglomérations et fédérations de communes.

Révision de l'article 113 (adjonction d'une disposition nouvelle).
Rétributions en faveur des grandes agglomérations et fédérations de communes.

Révision du Titre IV, article 115bis (nouveau).
Programmes financiers couvrant plusieurs années.

Révision de l'article 116, alinéa 2.
Cour des Comptes.

Révision de l'article 126.
Bruxelles — capitale et siège du Gouvernement.

Révision de l'article 132.
Election du premier chef de l'Etat — dérogation à l'article 80, 1^{re} disposition (abrogation).

Révision de l'article 135.
Personnel des Cours et Tribunaux (abrogation).

Révision de l'article 136.
Première nomination des membres de la Cour de Cassation (abrogation).

Révision de l'article 139.
Lois séparées : presse, jury, finances, etc.

Composition de la Commission :

Président : M. Van Acker.

A. — Membres titulaires : MM. Chabert, De Gryse, Ducrinck, Lindemans, Meyers, Persoons, Remacle, Saint-Remy, Van Elslande, Verroken. — Boel, Brouhon, Collard (L.), Glinne, Mathys, Simonet, Van Acker, Van Eynde. — De Clercq, De Weert, De Winter, Hannotte, Lefebvre (R.), Piron. — Schiltz, Van der Elst. — Perin.

B. — Membres suppléants : MM. Blanckaert, Michel, Peeters, Vandamme, Wigny. — Baudson, Geldolf, Radoux, Van Hoorick. — Delforge, Pede, Van Lidth de Jeude. — Belmans. — Outers.

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Assistance publique :

1. Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'Assistance publique.
Transmis par le Sénat, n° 567/1 du 28 février 1968.

2. Proposition de loi modifiant l'article 68 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique en vue d'instaurer le principe du minimum socio-vital.
Présentée par M. Gillet, n° 14/1 du 25 juin 1968.

Enseignement :

Langues :

Proposition de loi relative au régime linguistique des établissements assurant la garde d'enfants.

Présentée par M. Coppieters, n° 17/1 du 26 juin 1968.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.

Travaux publics :

Port de Liège :

Projet de loi modifiant la loi du 21 juin 1937 relative à la création du port autonome de Liège et approuvant les modifications aux statuts de cet établissement public.

Transmis par le Sénat, n° 565/1 du 28 février 1968.

IV. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération.

Administrations publiques :

Invalides de guerre :

Proposition de loi étendant aux agents civils attachés au cours de la période allant du 10 mai 1940 au 8 mai 1945, à l'Administration générale civile, le bénéfice des bonifications d'ancienneté prévues à l'article 13 des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947, en faveur des agents de l'Etat invalides de la guerre 1940-1945.

Présentée par M. Delforge, n° 148/1 du 12 novembre 1968.

Langues :

Proposition de loi complétant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966.

Présentée par M. Simonet, n° 23/1 du 2 juillet 1968.

Agriculture :

Crédit :

Proposition de loi créant une Société de crédit foncier.
Présentée par M. Dewulf, n° 46/1 du 17 juillet 1968.

Allocations familiales :

1. Proposition de loi relative à l'octroi d'allocations familiales en faveur des enfants de travailleurs salariés, détenus ou incarcérés.
Présentée par M. Hicquet, n° 102/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi concernant les allocations familiales et les allocations de naissance.

Présentée par M. Brouhon, n° 140/1 du 12 novembre 1968.

Animaux :

Protection des animaux :

Proposition de loi portant interdiction des tirs aux pigeons.
Présentée par M. Gillet, n° 47/1 du 17 juillet 1968.

Armée :

Milice :

Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois coordonnées sur la milice.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 42/1 du 16 juillet 1968.

Personnel civil :

1. Proposition de loi fixant le régime d'indemnisation applicable au personnel civil et assimilé du Ministère de la Défense nationale en cas de mutation de service.

Présentée par M. Posson, n° 24/1 du 3 juillet 1968.

2. Proposition de loi permettant la nomination de militaires en qualité d'agents de l'Etat au département de la Défense nationale au cas où des emplois permanents y deviennent vacants en remplacement de ceux qui étaient occupés par des militaires du cadre actif, et fixant les dispositions particulières qui sont applicables aux agents bénéficiaires de cette nomination.

Présentée par M. Posson, n° 93/1 du 22 octobre 1968.

Assistance :

1. Proposition de loi créant un établissement public dénommé Office de la Coopération au Développement.

Présentée par M. Califice, n° 59/1 du 18 juillet 1968.

2. Proposition de loi instituant un Fonds de la Coopération au Développement.

Présentée par M. Califice, n° 60/1 du 18 juillet 1968.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

1. Proposition de loi complétant l'article 28 des lois coordonnées du 28 septembre 1931 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Présentée par M. Charpentier, n° 116/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus entre le 10 mai 1940 et le 30 septembre 1944, sous l'empire de la législation allemande, dans les territoires belges annexés par le Reich allemand.
Présentée par M. Schyns, n° 122/1 du 22 octobre 1968.

Maladies professionnelles :

- Proposition de loi modifiant la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.

Présentée par M. Anciaux, n° 150/1 du 12 novembre 1968.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi majorant les pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Présentée par M. Hicquet, n° 12/1 du 25 juin 1968.

2. Proposition de loi créant un Fonds national pour la construction et l'aménagement de logements et d'institutions hospitalières pour personnes âgées.

Présentée par M. Gillet, n° 49/1 du 17 juillet 1968.

3. Proposition de loi relative à la pension de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge qui ont été victimes d'un accident du travail dans les causes duquel est intervenu un fait de guerre.

Présentée par M. Hicquet, n° 103/1 du 22 octobre 1968.

4. Proposition de loi autorisant l'activité professionnelle pour toutes les personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou de survie.

Présentée par M. Charpentier, n° 118/1 du 22 octobre 1968.

5. Proposition de loi créant un Institut National pour Personnes Agées.

Présentée par M. Hicquet, n° 123/1 du 22 octobre 1968.

Chasse :

- Proposition de loi fixant une unité de surface minimum pour les terrains où peut s'exercer le droit de chasse.

Présentée par M. Pede, n° 96/1 du 22 octobre 1968.

Chômage :

- Proposition de loi tendant à accorder aux femmes chômeuses des allocations de chômage égales à celles des chômeurs.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 113/1 du 22 octobre 1968.

Commerce et industrie :

1. Proposition de loi stimulant l'expansion économique régionale.

Présentée par M. Devos (R.), n° 109/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi tendant à promouvoir les investissements dans les régions défavorisées et modifiant la loi du 14 juillet 1966 instaurant des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents.

Présentée par M. Hannotte, n° 111/1 du 22 octobre 1968.

3. Proposition de loi relative à l'expansion régionale et modifiant la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents.

Présentée par M. Leburton, n° 112/1 du 22 octobre 1968.

Conseil d'Etat :

Traitements :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, modifiée par la loi du 28 mars 1964.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 51/1 du 17 juillet 1968.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Présentée par M. Persoons, n° 99/1 du 22 octobre 1968.

Cour des Comptes :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 50/1 du 17 juillet 1968.

2. Proposition de résolution chargeant la Cour des Comptes de soumettre aux Chambres législatives des propositions de modification de l'article 9bis de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 53/1 du 17 juillet 1968.

3. Proposition de résolution chargeant la Cour des Comptes de soumettre aux Chambres législatives ses observations sur l'efficacité et la rentabilité des dépenses publiques.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 54/1 du 17 juillet 1968.

Droit civil :

Etat civil :

- Proposition de loi modifiant l'article 75 du Code civil en ce qui concerne la date à désigner par les parties en vue de la célébration d'un mariage.

Présentée par M. Geldolf, n° 55/1 du 18 juillet 1968.

Amendement de M. Defraigne, n° 55/2 du 23 juillet 1968.

Indigénat :

1. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge modifié par la loi du 30 mars 1962.

Présentée par M. Schyns, n° 119/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de la loi du 30 juillet 1934 concernant la déchéance de la nationalité.

Présentée par M. Schyns, n° 120/1 du 22 octobre 1968.

Paternité et filiation :

- Proposition de loi modifiant les articles 316, 317 et 318 du Code civil organisant la procédure de désaveu de paternité.

Présentée par M. Charpentier, n° 117/1 du 22 octobre 1968.

Prescription :

- Proposition de loi concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.

Présentée par M. Pede, n° 95/1 du 22 octobre 1968.

Propriété commerciale :

- Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 27/1 du 4 juillet 1968.

Responsabilité civile (automobilistes) :

- Proposition de loi sur la réparation des dommages résultant de lésions corporelles dans les accidents de roulage provoqués par le gibier.

Présentée par M. Michel, n° 97/1 du 22 octobre 1968.

Servitudes :

- Proposition de loi modifiant la Section V du Titre IV du Livre II (art. 682 à 695) du Code Civil, relative au droit de passage ou d'issue.

Présentée par M. Lindemans, n° 147/1 du 12 novembre 1968.

Successions :

- Proposition de loi modifiant et complétant les articles 832 et 833 du Code civil, relatifs au partage.

Présentée par M. Lindemans, n° 146/1 du 12 novembre 1968.

Droit commercial :

Faillite :

- Proposition de loi modifiant l'article 518 du Code de Commerce.

Présentée par M. Duerinck, n° 30/1 du 9 juillet 1968.

Droit pénal :

Bonnes mœurs :

- Proposition de loi abrogeant les alinéas 7, 8 et 9 de l'article 383 du Code pénal.

Présentée par M. Cudell, n° 56/1 du 18 juillet 1968.

Condamnation et libération conditionnelles :

1. Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 43/1 du 16 juillet 1968.

2. Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.
Présentée par M. Duerinck, n° 141/1 du 12 novembre 1968.

Contraventions :

Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit.
Présentée par M. Gillet, n° 126/1 du 23 octobre 1968.

Sûreté de l'Etat :

1. Proposition de loi visant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.
Présentée par M. Glinne, n° 22/1 du 2 juillet 1968.
2. Proposition de loi sur les menées séparatistes.
Présentée par M. Gillet, n° 65/1 du 18 juillet 1968.

Droit public :

Conseil d'Etat :

Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 52/1 du 17 juillet 1968.

Conseils nationaux et régionaux :

Proposition de loi relative à l'organisation de l'agglomération bruxelloise.
Présentée par M. Simonet, n° 94/1 du 22 octobre 1968.

Incompatibilités :

Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Présentée par M. Brouhon, n° 98/1 du 22 octobre 1968.

Eaux et forêts :

Pollution des eaux :

Proposition de loi portant création d'une Société nationale pour la Protection des Eaux de Surface.
Présentée par M. Hicquet, n° 104/1 du 22 octobre 1968.

Enseignement :

1. Proposition de loi accordant à certains membres du personnel enseignant des cantons de l'Est, dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, une valorisation dans la carrière, le calcul du traitement et la pension.
Présentée par M. Schyns, n° 58/1 du 18 juillet 1968.

2. Proposition de loi modifiant la composition du Conseil national de l'enseignement de l'Etat.
Présentée par M. Grootjans, n° 63/1 du 18 juillet 1968.

3. Proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement secondaire et à la promotion de l'enseignement en général.
Présentée par M. Grootjans, n° 105/1 du 22 octobre 1968.

4. Proposition de loi réglant l'enseignement dans les homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.
Présentée par M. Grootjans, n° 106/1 du 22 octobre 1968.

5. Proposition de loi sur l'enseignement spécial.
Présentée par M. Grootjans, n° 107/1 du 22 octobre 1968.

Enseignement primaire :

Proposition de loi relative à la prolongation de l'obligation scolaire.
Présentée par M. Grootjans, n° 64/1 du 18 juillet 1968.

Enseignement professionnel :

Proposition de loi permettant aux jeunes travailleurs de suivre les cours de l'enseignement à horaire réduit pendant les heures normales de travail et organisant le régime de leur rémunération pendant ce temps.
Présentée par M. Baudson, n° 142/1 du 12 novembre 1968.

Enseignement supérieur :

1. Proposition de loi relative à l'enseignement universitaire et à la recherche scientifique.
Présentée par M. Coppieters, n° 143/1 du 12 novembre 1968.

2. Proposition de loi réglant les études d'ingénieur technicien et fixant les conditions requises en vue de l'obtention de ce grade.

Présentée par M. Coppieters, n° 144/1 du 12 novembre 1968.

Expropriation :

Proposition de loi mettant à charge de l'Etat les frais de conseil technique et de conseil juridique des personnes contre qui est poursuivie une expropriation pour cause d'utilité publique.

Présentée par M. Charpentier, n° 114/1 du 22 octobre 1968.

Guerre :

Domages de guerre :

Proposition de loi insérant un nouvel article 5bis dans les lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954.

Présentée par M. Schyns, n° 121/1 du 22 octobre 1968.

Victimes civiles de la guerre :

Proposition de loi créant un statut des enrôlés de force dans la Wehrmacht.

Présentée par M. Schyns, n° 57/1 du 18 juillet 1968.

Impôts :

Impôts directs :

Proposition de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

Présentée par M. Michel, n° 145/1 du 12 novembre 1968.

Incinération :

Proposition de loi portant révision de la loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains.

Présentée par M. Hicquet, n° 101/1 du 22 octobre 1968.

Lois électorales :

Elections communales :

1. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale.
Présentée par M. Demets, n° 110/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi modifiant l'article 65 de la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge d'éligibilité.
Présentée par M. Charpentier, n° 115/1 du 22 octobre 1968.

Propagande électorale :

Proposition de loi tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales.

Présentée par M. Persoons, n° 100/1 du 22 octobre 1968.

Organisation judiciaire :

Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire en ses dispositions complémentaires visant les limites territoriales et sièges des cours et tribunaux relativement au Brabant wallon et aux provinces de Namur, de Hainaut, de Liège et du Limbourg.

Présentée par M. Charpentier, n° 28/1 du 4 juillet 1968.

Pensions :

Pensions civiles :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant.
Présentée par M. Gillet, n° 48/1 du 17 juillet 1968.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal.

Présentée par M. Gillet, n° 92/1 du 22 octobre 1968.

3. Proposition de loi modifiant la législation relative aux pensions du personnel de l'enseignement technique et tendant à instaurer des règles identiques pour tous les enseignements en ce qui concerne :

1. les bonifications d'ancienneté pour possession de certains diplômes;
2. la prise en considération pour le calcul de la pension des services admissibles pour la fixation du traitement.

Présentée par M. Hurez, n° 108/1 du 22 octobre 1968.

Professions :

Prothésiste dentaire :

Proposition de loi créant le titre de prothésiste dentaire.

Présentée par M. Geldolf, n° 149/1 du 12 novembre 1968.

Santé publique :

Proposition de loi sur les produits surgelés.

Présentée par M. Hicquet, n° 61/1 du 18 juillet 1968.

Urbanisme :

Proposition de loi modifiant l'article 58 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et y insérant un article 58bis.

Présentée par M. Coucke, n° 21/1 du 2 juillet 1968.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1968-1969.

12 NOVEMBER 1968.

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOORKOMENDE OP DE AGENDA VAN DE KAMER.

INHOUD :

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING :

	Bladz.
I. — Wetsontwerpen waarover verslag is uitgebracht	2
II. — Wetsontwerpen die zonder verslag worden afgedaan (art. 57 van het Reglement)	3
III. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies :	
a) Bijzondere Commissie	3
b) Commissie voor de Begroting	3
c) Vaste Commissies :	
Algemene Zaken en Openbaar Ambt	4
Binnenlandse Zaken	4
Buitenlandse Zaken	4
Economische Zaken	5
Financiën	5
Grondwetsherziening	6
Justitie	7
Landbouw	8
Landsverdediging	8
Middenstand	8
Nationale Opvoeding	8
Openbare Werken	8
Sociale Voorzorg	8
Tewerkstelling en Arbeid	9
Verkeerswezen, Posterijen, Telegrafie en Telefonie	9
Volksgezondheid en Gezin	9
IV. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen	9

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING.

(Wat de wetsontwerpen betreft, aanhangig bij de Kamer van vóór 19 september 1944, gelieve men stuk n° 1 der Kamer van de buitengewone zitting 1949, te raadplegen.)

I. — Wetsontwerpen waarover verslag is uitgebracht ⁽¹⁾.

a) Wetsontwerpen waarvan de Commissie de aanneming voorstelt.

Begrotingen :

1. Wetsontwerp houdende de Rijksmiddelenbegroting en de begroting van de Buitengewone Ontvangsten voor het begrotingsjaar 1969.

Begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor het begrotingsjaar 1969. — « Algemene Toelichting ».

Ingediend door de Regering, n° 4-I/1 van 1968-1969.

Amendement van de heer Delruelle (G.), n° 4-I/2 van 1968-1969.

Amendement van de heer Moulin, n° 4-I/3 van 1968-1969.

Verslag van de heer Claes (W.), n° 4-I/4 van 12 november 1968.

2. Wetsontwerp houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1969.

Ingediend door de Regering n° 4-II/1 van 1968-1969.

Verslag van de heer Claes (W.), n° 4-II/2 van 12 november 1968.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke aansprakelijkheid (automobilisten) :

Wetsontwerp tot voorlopige uitbreiding van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds, toegelaten bij het koninklijk besluit van 31 januari 1957.

Ingediend door de Regering, n° 72/1 van 12 augustus 1968.

Amendement van de heer Michel, n° 72/2 van 15 oktober 1968.

Verslag van de heer Van Rompaey, n° 72/3 van 7 november 1968.

Kinderbescherming :

Schouwspelen :

Wetsontwerp tot vervanging van de wet van 1 september 1920, waarbij aan minderjarigen beneden 16 jaar toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd.

Overgezonden door de Senaat, n° 379 van 12 mei 1953.

Verslag van Mevrouw De Riemaeker-Legot, n° 51 van 26 november 1953.

Amendementen van : 1° de heer Dejardin en 2° Mevrouw Fontaine-Borguet, n° 52 van 26 november 1953.

Amendement van de heer Fayat, n° 134 van 17 december 1953.

Amendementen van de heren : 1° Pierson en 2° Van Eynde, n° 208 van 27 januari 1954.

Leger :

Officieren :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Overgezonden door de Senaat, n° 568/1 van 23 juni 1960.

Verslag van Mevrouw de Moor-Van Sina, n° 568/2 van 16 februari 1961.

Oorlog :

Oorlogsschade :

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 5 en 6bis van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, samengeordend op 30 januari 1954, en, bij uitbreiding, van de wetgeving betreffende de herstelling der schade veroorzaakt door de geallieerde expeditiecroepen.

(Afgescheiden artikelen van het ontwerp n° 425/1. — Zie verslag van de heer Van Cleemput, n° 425/23.)

Ontwerp door de Senaat gewijzigd, n° 425/27 van 31 maart 1965.

Verslag van de heer De Mey, n° 425/28 van 6 april 1965.

Publiek recht :

Nationale en Gewestelijke Raden :

Wetsontwerp houdende organisatie van de Cultuurraden.

Overgezonden door de Senaat, n° 569/1 van 23 juni 1960.

Verslag van de heer Mertens de Wilmars, n° 569/2 van 8 februari 1961.

Amendement van de heer Radoux, n° 569/3 van 14 februari 1961.

b) Wetsontwerpen welke de Commissie voorstelt niet aan te nemen.

Alcohol :

Wetsontwerp tot wijziging van het eerste artikel van de wet van 29 augustus 1919 betreffende de slijterijen van gegiste dranken.

Overgezonden door de Senaat, n° 302/1 van 26 mei 1955.

Verslag van Mevrouw Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 van 6 april 1960.

Banken :

Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten.

Overgezonden door de Senaat, n° 927/1 van 1957-1958.

Verslag van de heer Fimmers, n° 642/2 van 1959-1960.

Belastingen :

Directe belastingen :

Wetsontwerp ter aanvulling van artikel 12 van de wet van 6 september 1895 aangaande het verhaal in beroep en in verbreking terzake van directe belastingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 826/1 van 1957-1958.

Amendementen van de heer Philippart, n° 826/2 van 12 februari 1958.

Verslag van de heer Tielemans (F.), n° 826/3 van 6 maart 1958.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke stand :

Wetsontwerp tot aanvulling en uitlegging van de wet van 20 augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.

Overgezonden door de Senaat, n° 570 van 27 juni 1951.

Verslag van de heer Tahon, n° 487/2 van 27 maart 1956.

Huwelijk :

Wetsontwerp betreffende de onvervreemdbaarheid der goederen voorzien bij artikel 214 j van het Burgerlijk Wetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 599 van 10 juli 1952.

Verslag van Mevr. Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 van 24 januari 1963.

Gemeenten :

Gemeentewet :

Wetsontwerp betreffende de verhoging van het aantal schepenen in sommige villegiaturgemeenten.

Overgezonden door de Senaat, n° 415 van 12 maart 1954.

Verslag van de heer De Cooman, n° 94/2 van 17 juni 1954.

⁽¹⁾ De cursief gedrukte namen zijn namen van Volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaken van de Kamer.

Handel en nijverheid :*Prijzen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 3 van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het betugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land. Overgezonden door de Senaat, n° 639 van 29 juli 1948. Verslag van de heer *Tahon*, n° 486/2 van 27 maart 1956.

Verkoop op afbetaling :

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 2 der wet van 18 augustus 1887 en van artikel 43bis der wet van 25 maart 1876. Overgezonden door de Senaat, n° 228 van 4 oktober 1945. Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 485/2 van 24 januari 1963.

Kieswetten :*Verkiezingen. — Verkiezingspropaganda :*

Wetsontwerp tot bescherming van de propaganda bij de verkiezingen. Overgezonden door de Senaat, n° 226 van 17 oktober 1946. Amendementen van de heer *Philippart*, n° 232 van 21 oktober 1946. Verslag van de heer *Spinoy*, n° 182 van 10 februari 1949.

Landbouw :

Wetsontwerp betreffende de bestuivingen en besproeiingen tijdens de bloeitijd met insectendodende stoffen. Overgezonden door de Senaat, n° 420 van 8 mei 1951. Verslag van de heer *Massart*, n° 864/2 van 18 februari 1958.

Oorlog :*Weerstand :*

Wetsontwerp ter bekrachtiging van het officieel bestaan van het Geheim Leger en tot herstel van zijn statuut. Overgezonden door de Senaat, n° 312 van 9 maart 1950. Verslag van de heer *Namèche*, n° 537/2 van 12 juni 1956. 16 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Landsverdediging. Verslag van de heer *Verboven*, n° 590/2 van 12 juni 1963.

Rechterlijke inrichting :*Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :*

Wetsontwerp betreffende het ambt van pleitbezorger en tot

wijziging van de wet van 10 januari 1891, betreffende de pleidooien in de rechtbanken van eerste aanleg. Overgezonden door de Senaat, n° 443/1 van 24 februari 1960. Amendementen van 1° de heer *Lefèvre (F.)*; 2° de heer *Lindemans*, n° 443/2 van 2 maart 1960. Verslag van de heer *Robyns*, n° 443/3 van 18 mei 1960.

Riviervisserij :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

Overgezonden door de Senaat, n° 820/1 van 10 december 1957.

Verslag van de heer *Peiffer*, n° 820/2 van 29 januari 1958.

Amendement van de heer *Sainte*, n° 820/3 van 20 maart 1958.

Sociale verzekeringen :*Maatschappelijke zekerheid :*

Wetsontwerp tot wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951.

Overgezonden door de Senaat, n° 9/1 van 18 juni 1958.

Verslag van de heer *D'haeseleer*, n° 9/2 van 16 april 1959.

Strafrecht :*Overtredingen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 551, 5°, van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 232/1 van 22 juni 1966.

Verslag van de heer *Bohy*, n° 232/2 van 16 februari 1967.

Veiligheid van de Staat :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 123sexies van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 516 van 19 juni 1952.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 19 van 17 november 1953.

Verslag van de heer *Hermans*, n° 88 van 8 december 1953.

Amendement van de heer *Deruelles (H.)*, n° 146 van 29 december 1953.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 148 van 7 januari 1954.

27 januari 1954. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Justitie.

Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 484/2 van 24 januari 1963.

II. — Wetsontwerpen die zonder verslag worden afgedaan (art. 57 van het Reglement).**Wetgevende Kamers :***Ontbinding :*

Wetsontwerp houdende verscheidene afwijkingen van artikel 1 van de wet van 1 juli 1893 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten opzichte van vroeger ingediende wetsontwerpen.

Ingediend door de Regering, n° 129/1 van 23 oktober 1968.

III. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies ⁽¹⁾.**a) Bijzondere Commissie.****Handel en nijverheid :***Organisatie van het bedrijfsleven :*

Ontwerp van kaderwet houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie.

Ingediend door de Regering, n° 125/1 van 22 oktober 1968.

Amendement van de heer *Defraigne*, n° 125/2 van 5 november 1968.

Amendementen van de heer *Lindemans*, n° 125/3 van 8 november 1968.

Verslaggevers : de heren *Hurez* en *Claeys*.

Samenstelling van de Commissie.

Voorzitter : de heer *Detiège*.

A. — Vaste leden : de heren *Blanckaert*, *Califice*, *Claeys*, *Kelchtermans*, *Lindemans*, *Persoons*, *Vanden Boeynants*, *Verroken*. — *Claes (W.)*, *Deruelles (H.)*, *Detiège*, *Hurez*, *Mottard*, *Simonet*, *Van Hoorick*. — De *Clercq*, *Delruelle (G.)*, *De Weert*, *Hannotte*, *Piron*. — *Schiltz*, *Wouters*. — *Moreau*.

B. — Plaatsvervangers : de heren *Baeskens*, *Dequae*, *Henckens*, *Humblet*. — *Bary*, *Boeykens*, *Lacroix*, *Nyffels*. — *Boey*, *Ciselet*, *Van Offelen*. — *Olaerts*. — *Defosset*.

b) Commissie voor de Begroting : nihil.

(1) De cursief gedrukte namen zijn namen van Volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaken van de Kamer.

c) Vaste Commissies.

COMMISSIE VOOR DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT.

Begrotingen :

Wetsontwerp houdende de begroting van de Diensten van de Eerste Minister voor het begrotingsjaar 1969.
 Ingediend door de Regering, n° 4-V/1 van 1968-1969.

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN.

Gemeenten :

Personeel :

Wetsontwerp houdende syndicaal statuut van het personeel van de provincies, de gemeenten, de onder de provincies en gemeenten ressorterende publiekrechtelijke personen en de verenigingen van gemeenten welke niet onderworpen zijn aan de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.
 Overgezonden door de Senaat, n° 364/1 van 1959-1960.

Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 364/2 van 23 maart 1960.

Amendementen van de heer Bracops, n° 364/3 van 30 maart 1960.

Amendement van de heer Bracops, n° 364/4 van 5 april 1960.

Amendement van de heer Bracops, n° 364/5 van 28 april 1960.

Subamendementen van de heer Saint-Remy, n° 364/6 van 10 mei 1960.

Amendement van de heer Saint-Remy, n° 364/7 van 5 juli 1960.

Verslaggever : de heer Piron.

Samenvoeging van gemeenten :

Wetsontwerp tot vereniging van de gemeente Chokier met de gemeente Flémalle-Haute.

Ingediend door de Regering, n° 80/1 van 19 september 1968.

Amendementen van de heer Mottard, n° 80/2 van 25 oktober 1968.

Kieswetten :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de inrichting van de provinciale verkiezingen en van de gemeentekieswet inzake de kiesbaarheidsleeftijd.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 16/1 van 26 juni 1968.

Gemeenteverkiezingen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet inzake de kiesgerechtigde leeftijd.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 15/1 van 26 juni 1968.

Leger :

Dienstplicht :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden.

Overgezonden door de Senaat, n° 443/1 van 16 juni 1967.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12, § 1, 5°, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 37/1 van 11 juli 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1951 houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 40/1 van 11 juli 1968.

Publiek recht :

Raad van State :

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten betreffende de Raad van State.

Overgezonden door de Senaat, n° 1004/1 van 12 maart 1965.

Amendementen van de heren : 1° *Saintrain* en 2° *Bracops*, n° 1004/2 van 16 maart 1965.

Amendementen van de heer *De Staercke*, n° 1004/3 van 16 maart 1965.

Amendementen van de heer *Saintrain*, n° 1004/4 van 22 maart 1965.

Verslag van de heer Meyers, n° 1004/5 van 6 april 1965.

Amendementen van de heren *De Clercq* (W.) en *Vanderpoorten*, n° 1004/6 van 7 april 1965.

Amendementen van de heren : 1° *Lefebvre* (R.), 2° *Saintrain*, 3° *Piron*, n° 1004/7 van 8 april 1965.

8 april 1965. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Amendementen van de heer *Saintrain*, n° 49/2 van 10 november 1965.

Amendement van de heer *Saintrain*, n° 49/3 van 8 februari 1966.

Amendement van de heer *Dewulf*, n° 49/4 van 29 maart 1966.

9 maart 1967. — Verzonden naar een Subcommissie van Kamer en Senaat.

Amendementen van de heer *Vranckx*, n° 49/5 van 28 november 1967.

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN.

Buitenlandse zaken :

Europa :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het besluit van 25 juli 1967 van de vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap in het kader van de Raad bijeen, houdende bijzondere maatregelen voor oliehoudende produkten van oorsprong uit de geassocieerde Afrikaanse staten en Madagaskar of de landen en gebieden overzee.
 Ingediend door de Regering, n° 69/1 van 10 augustus 1968.

Financiën :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het akkoord tussen België en Ierland tot voorkoming van dubbele belasting van inkomsten uit zeescheepvaart- of luchtscheepvaartbedrijf, ondertekend te Brussel op 4 december 1967.

Ingediend door de Regering, n° 79/1 van 9 september 1968.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen België, de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk, Italië, Luxemburg en Nederland inzake wederzijdse bijstand tussen de onderscheiden douaneadministraties, en van de protocollen, ondertekend te Rome op 7 september 1967.

Ingediend door de Regering, n° 132/1 van 25 oktober 1968.

3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het vijfde protocol bij het verdrag van 's-Gravenhage van 18 februari 1950 tussen het Koninkrijk België, het Groot-Hertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden tot unificatie van accijnzen en van het waarborgrecht, ondertekend te 's-Gravenhage op 29 april 1968.

Ingediend door de Regering, n° 133/1 van 25 oktober 1968.

Handel :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het protocol ter verlen-

ging van het internationaal akkoord betreffende de olijfolie van 1963, opgemaakt te Genève op 30 maart 1967.

Ingediend door de Regering, n° 73/1 van 12 augustus 1968.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het protocol ter nieuwe verlenging van de internationale suikervereenkomst van 1958, opgemaakt te Londen op 14 november 1966.

Ingediend door de Regering, n° 74/1 van 12 augustus 1968.

3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de handelsovereenkomst tussen de Benelux Economische Unie en de Republiek der Filipijnen, ondertekend te Manila, op 14 maart 1967.

Ingediend door de Regering, n° 76/1 van 23 augustus 1968.

Hulpverlening :

1. Voorstel van resolutie tot overmaking van de tegenwaarde van één dag van de begroting van Landsverdediging aan een wereldfonds voor hulpverlening aan de misdeelde volkeren.

Ingediend door de heer *Califice*, n° 18/1 van 2 juli 1968.

2. Voorstel van resolutie betreffende de betaling van een bijdrage in de internationale hulp ten behoeve van de families der personen die door de Regering van de Zuid-Afrikaanse Republiek worden vervolgd wegens hun verzet tegen de apartheidspolitiek.

Ingediend door de heer *Glinne*, n° 19/1 van 2 juli 1968.

Internationaal privaatrecht :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring der volgende internationale akten : a) Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, ondertekend op 7 januari 1955, te Brussel; b) Aanvullende Overeenkomst bij dit Verdrag, ondertekend op 3 juli 1956, te 's-Gravenhage.

Ontwerp door de Senaat gewijzigd, n° 387/3 van 1956-1957.

Verslaggever : de heer *Pierson*.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het akkoord tussen België en het Groothertogdom Luxemburg, ondertekend te Luxemburg op 7 februari 1968, tot regeling der uitvoering van het op 25 februari 1965 te Sofia ondertekend akkoord tussen België en het Groothertogdom Luxemburg, enerzijds, en de Volksrepubliek Bulgarije, anderzijds, betreffende de schadeloosstelling voor de Belgische en Luxemburgse belangen in Bulgarije. Ingediend door de Regering, n° 127/1 van 23 oktober 1968.

3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het akkoord tussen België en het Groothertogdom Luxemburg, enerzijds, en de Volksrepubliek Bulgarije, anderzijds, betreffende de schadeloosstelling voor de Belgische en Luxemburgse belangen in Bulgarije, van de bijlage, van het toepassingsprotocol en van de bijgevoegde brieven, ondertekend te Sofia op 25 februari 1965. Ingediend door de Regering, n° 128/1 van 23 oktober 1968.

4. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Koninkrijk Marokko, betreffende de schadeloosstelling van sommige Belgische goederen en belangen in Marokko, en van de bijlage, ondertekend te Rabat op 18 oktober 1967. Ingediend door de Regering, n° 131/1 van 25 oktober 1968.

Investerings :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het verdrag inzake de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten, opgemaakt te Washington op 18 maart 1965. Ingediend door de Regering, n° 75/1 van 12 augustus 1968.

Marine :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag betreffende de uitwatering van schepen, 1966, en van de bijlagen, opgemaakt te Londen, op 5 april 1966. Ingediend door de Regering, n° 67/1 van 30 juli 1968.

Sociale verzekeringen :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag ondertekend te Madrid op 10 oktober 1967, houdende herziening van het Verdrag tussen België en Spanje betreffende de sociale zekerheid ondertekend te Brussel, op 28 november 1956. Ingediend door de Regering, n° 70/1 van 10 augustus 1968.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag, ondertekend te Brussel op 27 september 1967, houdende herziening van het algemeen verdrag tussen België en Griekenland betreffende de sociale zekerheid, ondertekend te Athene op 1 april 1958. Ingediend door de Regering, n° 71/1 van 10 augustus 1968.

3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Algemeen Verdrag betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Democratische Volksrepubliek Algerië, en van het bijgevoegd Protocol, ondertekend te Brussel op 27 februari 1968. Ingediend door de Regering, n° 138/1 van 7 november 1968.

Telegrafie en Telefontie :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. a) akkoord tot vaststelling van een voorlopige regeling voor een commercieel wereldstelsel van satellieten voor verberichtgeving;
- b) bijzonder akkoord en bijlage, opgemaakt te Washington, op 20 augustus 1964.
2. aanvullend akkoord inzake arbitrage, opgemaakt te Washington op 4 juni 1965. Ingediend door de Regering, n° 82/1 van 26 september 1968.

Vluchtelingen :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het protocol betreffende de status van vluchtelingen, opgemaakt te New-York op 31 januari 1967. Ingediend door de Regering, n° 84/1 van 7 oktober 1968.

COMMISSIE VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, omgewerkt door het koninklijk besluit van 5 juni 1957.

Overgezonden door de Senaat, n° 235/1 van 13 december 1961.

25 juni 1968. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Landbouw.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN.

Begrotingen :

Wetsontwerp houdende de begroting der Dotaties voor het begrotingsjaar 1969. Ingediend door de Regering, n° 4-IV/1 van 1968-1969.

Eindregeling :

Wetsontwerp houdende eindregeling van de begroting van het dienstjaar 1965 en van begroting van organismen van openbaar nut over het jaar 1965 of voorgaande jaren. Ingediend door de Regering, n° 39/1 van 11 juli 1968.

Belastingen :

Directe belastingen :

1. Wetsontwerp houdende wijziging van de artikelen 54 en 71 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Overgezonden door de Senaat, n° 569/1 van 28 februari 1968.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 43 en 114 van het Wetboek der inkomstenbelastingen. Overgezonden door de Senaat, n° 570/1 van 28 februari 1968.

3. Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek der inkomstenbelastingen. Ingediend door de Regering, n° 137/1 van 5 november 1968. Amendementen van de Regering, n° 137/2 van 7 november 1968.

Douanen en accijnzen :

1. Wetsontwerp betreffende het accijnsstelsel van minerale olie. Ingediend door de Regering, n° 62/1 van 18 juli 1968.

2. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 2 van de wet van 11 december 1959 betreffende de heffing van sommige accijnzen bij invoer, en van artikel 8bis van de wet van 7 juni 1926 tot wijziging van het toltarief en van sommige accijnzen en tot vestiging of herziening der verbruikstaksen. Ingediend door de Regering, n° 66/1 van 26 juli 1968.

3. Wetsontwerp tot wijziging van het accijnsstelsel van tabak. Ingediend door de Regering, n° 77/1 van 29 augustus 1968.

Indirecte belastingen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen. Ingediend door de Regering, n° 81/1 van 26 september 1968.

2. Wetsontwerp tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde. Ingediend door de Regering, n° 88/1 van 15 oktober 1968. Amendement van de heer Goeman, n° 88/2 van 7 november 1968. Verslaggever: de heer Baeskens.

3. Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen. Ingediend door de Regering, n° 90/1 van 17 oktober 1968. Verslaggever: de heer Baeskens.

4. Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. Ingediend door de Regering, n° 91/1 van 17 oktober 1968. Verslaggever: de heer Baeskens.

Burgerlijke rechtspleging :

Inbeslagneming :

Wetsontwerp tot invoering van een bijzondere procedure inzake beslag onder derden, voor de invorderingen die dienen gedaan door het bestuur der registratie en domeinen. Overgezonden door de Senaat, n° 491/1 van 1959-1960. Verslaggever: de heer Barbé.

Financiën :

Domeinen :

Ontwerp van domaniale wet houdende afwijking van de wetgeving op de Rijkscomptabiliteit. Gewijzigd door de Senaat, n° 414/3 van 7 februari 1968.

Rijkscomptabiliteit :

1. Wetsontwerp waarbij op de tijdelijke personeelsleden en gewezen tijdelijke personeelsleden van het Ministerie van Koloniën bezoldigd ten bezware van de koloniale begroting, toepasselijk worden verklaard de bepalingen van de wet van 10 november 1953, betreffende het prijsgeven door de Staat van sommige schuldvorderingen ontstaan wegens omstandigheden in verband met de oorlog.

Overgezonden door de Senaat, n° 463/1 van 1959-1960.
Amendementen van de heer *Sainttraint*, n° 628/2 van 18 juli 1963.

2. Wetsontwerp betreffende de verjaring van schuldvorderingen ten laste of ten voordele van de Staat en de provinciën.
Gewijzigd door de Senaat, n° 408/6 van 28 februari 1968.

Pensioenen :*Burgerlijke pensioenen :*

Wetsontwerp betreffende het pensioen van de leden van het

besturend en onderwijzend personeel evenals van de studiemeesters-opvoeders van de vrije inrichtingen voor technisch onderwijs met beperkt leerplan.

Overgezonden door de Senaat, n° 568/1 van 28 februari 1968.

Amendement van de heer *Posson*, n° 136/2 van 5 november 1968.

Militaire pensioenen :

Wetsontwerp tot interpretatie van artikel 6 van de wet van 10 augustus 1948.

Overgezonden door de Senaat, n° 692/1 van 13 december 1963.

Rekenhof :*Boek met Opmerkingen :*

Onderzoek van het 123^{ste} Boek van het Rekenhof.

COMMISSIE VOOR DE GRONDWETSHERZIENING.**Publiek recht :***Grondwet :*

Verklaring tot herziening (*Belgisch Staatsblad* van 2 maart 1968).
Bepalingen die dienen te worden herzien, n° 10/1 (B.Z. 1968).

Herziening van artikel 1, alinea 4.
Kolonie.

Herziening van de eerste Titel, artikel 3*bis* (nieuw).
Taalgebieden.

Herziening van de Titel II (invoeging van nieuwe bepalingen).
Economische en sociale rechten.

Herziening van artikel 6, alinea 3 (nieuw).
Weren van elke discriminatie.

Herziening van artikel 22.
Geheim van telefoongesprekken en telegrammen.

Herziening van artikel 23.
Gebruik der talen.

Herziening van de Titel III (invoeging van nieuwe bepalingen).
Voorstellen uitgaande van publiekrechtelijke instellingen bij de Regering of bij de Kamers.

Herziening van de Titel III, artikel 25*bis* (nieuw).
Uitoefening van machten door supranationale of internationale gezagsorganen.

Herziening van artikel 36.
Onverenigbaarheden.

Herziening van de Titel III, hoofdstuk I, artikel 38*bis* (nieuw).
Bijzondere procedure welke moet worden in acht genomen voor wetsontwerpen of voorstellen, die de betrekkingen tussen de taalgemeenschappen ernstig in het gedrang zouden kunnen brengen.

Herziening van artikel 39 (eerste volzin).
Stemming bij naamafroeping.

Herziening van artikel 47 (overgangsbepaling).
Vrouwenstemrecht. — Bijzondere categorieën (intrekking).

Herziening van artikel 47, alinea's 1 en 3.
Verblijfsvoorwaarde opgelegd aan de kiezers. — Vrouwenstemrecht.

Herziening van artikel 49.
Indeling van de zetels van de Volksvertegenwoordigers.

Herziening van artikel 52.
Parlementaire vergoeding. — Vrijkaart.

Herziening van artikel 52 (overgangsbepaling).
Parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer (1919-1920) (intrekking).

Herziening van artikel 53.
Samenstelling van de Senaat en verkiezing van de Senatoren.

Herziening van artikel 53 (overgangsbepaling).
Vrouwenstemrecht. — Bijzondere categorieën (verkiezing van de Senatoren) (intrekking).

Herziening van artikel 56*bis*.
Senaat : categorieën van verkiesbaren.

Herziening van artikel 56*bis* (overgangsbepaling).
Voorwaarden tot verkiesbaarheid van de Senatoren (termijnen) (intrekking).

Herziening van artikel 56*ter*.

Voorwaarden tot verkiesbaarheid van de door de provinciale raden gekozen Senatoren.

Herziening van artikel 57.
Vergoeding. — Vrijkaart van de Senatoren.

Herziening van artikel 68.
Bekrachtiging van de verdragen.

Herziening van artikel 70, alinea 1.
Zittijd van de Kamers.

Herziening van artikel 84.
Regentschap.

Herziening van de Titel III, hoofdstuk II, afdeling II (invoeging van nieuwe bepalingen).
Statuut van Staatssecretaris en van onderstaatssecretaris.

Herziening van artikel 93.
Geschillen over politieke rechten.

Herziening van artikel 96.
Terechthoudingen van de rechtbanken. — Openbaarheid.

Herziening van artikel 97.
Vonnis.

Herziening van artikel 98.
Jury.

Herziening van artikel 104.
Hoven van Beroep.

Herziening van artikel 105 (toevoeging van een nieuwe bepaling).
Arbeidsgerichten.

Herziening van de Titel III, hoofdstuk III, artikel 107*bis* (nieuw).
Conflicten tussen wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht en bepalingen van internationaal recht of van gemeenschapsrecht.

Herziening van de Titel III, invoeging van een hoofdstuk III*bis* (nieuw).
Administratieve rechtscolleges en Raad van State.

Herziening van artikel 108.
Provinciale en gemeentelijke instellingen (beginselen).

Herziening van de Titel III, hoofdstuk IV, artikel 108*bis* (nieuw).
Principes die gelden voor de federaties van gemeenten en grote agglomeraties.

Herziening van artikel 110 (toevoeging van een nieuwe bepaling).
Belastingen ten gunste van de grote agglomeraties en federaties van gemeenten.

Herziening van artikel 113 (toevoeging van een nieuwe bepaling).
Retributies ten gunste van de grote agglomeraties en federaties van gemeenten.

Herziening van de Titel IV, artikel 115*bis* (nieuw).
Financiële programma's voor verscheidene jaren.

Herziening van artikel 116, alinea 2.
Rekenhof.

Herziening van artikel 126.
Brussel — Hoofdstad en zetel van de Regering.

Herziening van artikel 132.
Verkiezing van het eerste Staatshoofd --- afwijking 1^{ste} bepaling, artikel 80 (intrekking).
Herziening van artikel 135.
Personeel hoven en rechtbanken (intrekking).
Herziening van artikel 136.
Eerste benoeming van de leden Hof van Verbreking (intrekking).
Herziening van artikel 139.
Afzonderlijke wetten : drukpers, jury, financiën, enz.

Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Van Acker.

- A. -- Vaste leden : de heren Chabert, De Gryse, Duerinck, Lindemans, Meyers, Persoons, Remacle, Saint-Remy, Van Elslande, Verroken. --- Boel, Brouhon, Collard (L.), Glinne, Mathys, Simonet, Van Acker, Van Eynde. --- De Clercq, De Weert, De Winter, Hannotte, Lefebvre (R.), Plon. --- Schiltz, Van der Elst. --- Perin.
- B. --- Plaatsvervangers : de heren Blanckaert, Michel, Peeters, Vandamme, Wigny. --- Baudson, Geldolf, Radoux, Van Hoorick. --- Delforge, Pede, Van Lidth de Jeude. --- Belmans. --- Outers.

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE.

Burgerlijk recht :

Aanneming :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek, van de Titels VIII en X van Boek I van hetzelfde Wetboek, alsmede van de wetten op de verwerving, het verlies en de herkrigging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932.
Gewijzigd door de Senaat, n° 512/2 van 14 december 1967.
Verslaggever : de heer Duerinck.

Burgerlijke aansprakelijkheid (automobilisten) :

1. Wetsontwerp tot uitlegging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.
Overgezonden door de Senaat, n° 511/1 van 14 februari 1963.
Verslaggever : de heer Lefèvre (F.).
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.
Ingediend door de heer Defraigne, n° 20/1 van 2 juli 1968.

Huurcontracten :

Wetsontwerp houdende verlenging van de geldigheidsduur van de wet van 29 januari 1964 tot bescherming van de huurprijs der bescheiden woongelegenheden.
Ingediend door de Regering, n° 130/1 van 25 oktober 1968.

Huwelijkscontract :

Wetsontwerp houdende wijziging van de artikelen 1409, 1424 en 1425 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de wettelijke gemeenschap, en toevoeging van een artikel 1424bis.
Gewijzigd door de Senaat, n° 417/3 van 1957-1958.
Verslaggever : de heer Mertens de Wilmars.

Landpacht :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1774, § 3, 2°, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.
Overgezonden door de Senaat, n° 612/1 van 1959-1960.
Verslaggever : de heer Cooreman.

Scheiding en echtscheiding :

Wetsontwerp betreffende de uitkering na echtscheiding.
Opnieuw gewijzigd door de Senaat, n° 225/2 van 17 juni 1966.
Verslaggever : de heer Saint-Remy.

Burgerlijke rechtspleging :

Bevoegdheid :

Wetsontwerp betreffende de machten van de rechter in kortgeding.
Overgezonden door de Senaat, n° 493 van 19 mei 1949.
Verslaggever : de heer Soudan.

Handel en nijverheid :

Wapens en munitie :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie.
Ingediend door de heer Gillet, n° 38/1 van 11 juli 1968.

Leger :

Militair gerecht :

Wetsontwerp betreffende de benoeming van het burgerlijk lid van de krijgsraden te velde.
Overgezonden door de Senaat, n° 735/1 van 21 februari 1964.

Notariaat :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI houdende inrichting van het notariaat, en van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de inrichting van de kamers van notarissen.

Overgezonden door de Senaat, n° 1021/1 van 25 maart 1965.

Amendementen van de heer Hermans, n° 1021/2 van 30 maart 1965.

Amendementen van de heer Sainttraint, n° 1021/3 van 5 april 1965.

Amendementen van : 1° de heer W. De Clercq; 2° de heer Dewulf, n° 1021/4 van 8 april 1965.

Amendementen van de heer Sainttraint, n° 135/2 van 28 februari 1966.

Amendementen van de Regering, n° 135/3 van 22 juni 1966.

Amendementen van de heer Sainttraint, n° 135/4 van 8 september 1966.

Amendementen van de heer Van Lidth de Jeude, n° 135/5 van 27 september 1966.

Amendementen van de heer Leys, n° 135/6 van 18 december 1967.

Amendement van de heer Lefèvre (Th.), n° 135/7 van 25 januari 1968.

Verslaggever : de heer Hermans.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid van de diplomatieke en consulaire ambtenaren in notariële zaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 1033/1 van 7 april 1965.

Amendement van de heer Sainttraint, n° 358/2 van 30 januari 1967.

Rechterlijke inrichting :

Balie :

Wetsontwerp betreffende de uitoefening van het beroep van advocaat en houdende invoering van tuchtraden van beroep.

Overgezonden door de Senaat, n° 247 van 8 maart 1949.

Amendementen van de Regering, n° 244 van 6 februari 1951.

Verslaggever : de heer De Gryse.

Hof van beroep :

Wetsvoorstel strekkend tot decentralisatie van het Hof van beroep van Brussel.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 26/1 van 4 juli 1968.

Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :

Wetsontwerp tot instelling van hoger beroep in tuchtzaken voor de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders.

Overgezonden door de Senaat, n° 488 van 19 mei 1949.

Amendementen van de heer Lefèvre (Th.), n° 331 van 1949-1950.

Amendementen van de heer Lefèvre (Th.), n° 24 van 28 juni 1950.

Verslaggever : de heer De Gryse.

Personeel :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wetten van 1 september 1966 en 5 juni 1967.

Overgezonden door de Senaat, n° 564/1 van 28 februari 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de rechterlijke inrichting en van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 32/1 van 10 juli 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, met het oog op de uitbreiding van het kader van de substituut-procureurs des Konings van de parketten van eerste aanleg.
Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 34/1 van 10 juli 1968.

4. Wetsontwerp tot wijziging van de wetten van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, van 15 juni 1899 houdende titel II van het Militair Strafwetboek en van 10 oktober 1967, houdende het gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de Regering, n° 135/1 van 4 november 1968.
Amendementen van: 1° de heer Leys; 2° de heer Van Lidth de Jeude; 3° de heer Belmans, n° 135/2 van 6 november 1968.
Verslaggever: de heer Charpentier.

Wedden:

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 35/1 van 10 juli 1968.

Talen:

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 20 en 23 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Overgezonden door de Senaat, n° 369 van 4 maart 1954.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 370 van 4 maart 1954.

COMMISSIE VOOR DE LANDBOUW.

Landbouw:

Boswetboek:

Wetsontwerp houdende aanpassing van de Franse tekst en vaststelling van de Nederlandse tekst van het Boswetboek.
Ingediend door de Regering, n° 85/1 van 7 oktober 1968.

Veldwetboek:

Wetsontwerp houdende aanpassing van de Franse tekst en vaststelling van de Nederlandse tekst van het Veldwetboek.

Ingediend door de Regering, n° 139/1 van 7 november 1968.

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING.

Oorlog:

Oorlogsnapten:

Wetsontwerp tot invoering van een statuut der oorlogsontsnaptten.
Overgezonden door de Senaat, n° 132 van 20 december 1951.

Amendement van de Regering, n° 122 van 21 januari 1953.

Verslag van de heer *Verboren*, n° 400 van 19 mei 1953.

Amendement van de heer *Namèche*, n° 469 van 9 juni 1953.

Amendementen van de heer *Terfve*, n° 478 van 10 juni 1953.

10 juni 1953. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

COMMISSIE VOOR DE MIDDENSTAND.

Handel en nijverheid:

Wetsontwerp tot invoering van vestigingseisen voor de groot- of de kleinhandel in een kleine of middelgrote onderneming en tot wijziging van de wet van 24 december 1958.

Overgezonden door de Senaat, n° 543/1 van 24 januari 1968.

COMMISSIE VOOR DE NATIONALE OPVOEDING.

Onderwijs:

Lager onderwijs:

1. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 204 van 22 februari 1949.

Verslag van de heer *Verbist*, n° 241 van 16 februari 1950.

28 februari 1950. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

N.B. — Dit ontwerp betreft de « Vriendenkringen ».

2. Wetsontwerp tot schrapping van de artikelen 29 en 31 van de bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 762/1 van 19 maart 1964.

Middelbaar onderwijs:

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1881 op het middelbaar onderwijs (functie van studiemeester).

Overgezonden door de Senaat, n° 330 van 1949-1950.

Amendement van de heer *Deconinck*, (I.), n° 577 van 27 juni 1951.

Pensioenen:

Burgerlijke pensioenen:

Wetsontwerp houdende opheffing van artikel 8 van de wet van 30 januari 1954 tot regeling van de pensioenen der leden van het personeel der privé-inrichtingen voor technisch onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 168/1 van 1 december 1954.

COMMISSIE VOOR DE OPENBARE WERKEN.

Openbare werken:

Haven van Luik:

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 21 juni 1937 betreffende de oprichting van de autonome haven van Luik en tot goedkeuring van de wijzigingen in de statuten van die openbare instelling.

Overgezonden door de Senaat, n° 565/1 van 28 februari 1968.

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE VOORZORG.

Sociale verzekeringen:

Arbeidsongevallen:

Wetsvoorstel betreffende het uitbetalen van de lijfrenten in kapitaal ten gevolge van arbeidsongevallen.

Ingediend door de heer *Defraigne*, n° 13/1 van 25 juni 1968.

Beroepsziekten:

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.

Ingediend door de Regering, n° 83/1 van 1 oktober 1968.

Amendementen van: 1° de heer *De Vlies*; 2° de heer *Castel*; 3° de heer *Glineur*, n° 83/2 van 14 oktober 1968.

Amendementen van de heer *Defraigne*, n° 83/3 van 22 oktober 1968.

Amendementen van de heer *Anciaux*, n° 83/4 van 23 oktober 1968.

Amendementen van de Regering, n° 83/5 van 23 oktober 1968.

Amendementen van: 1° de Regering; 2° de heer *Defraigne*; 3° de heer *Anciaux*; 4° de heer *Glineur*, n° 83/6 van 29 oktober 1968.

Verslaggever: de heer *Wirix*.

Ouderdom en vroegtijdige dood:

Wetsontwerp tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor ouderen van dagen.

Ingediend door de Regering, n° 134/1 van 31 oktober 1968.

COMMISSIE VOOR DE TEWERKSTELLING EN DE ARBEID.

Arbeid :*Arbeidsovereenkomst :*

1. Wetsontwerp betreffende het contract van dienstverhuur voor handenarbeid van het huispersoneel en de reglementering van hun arbeid.

Overgezonden door de Senaat, n° 621 van 1947-1948.

Verslaggevers: Mw. Copée-Gerbinet en de heer Duerinck.

2. Wetsontwerp strekkende tot schorsing van de uitvoering van het contract van dienstverhuur in geval van staking of lock-out.

Gewijzigd door de Senaat, n° 392 van 9 maart 1954.

Amendementen van de heer De Paep, n° 464/2 van 23 februari 1956.

Verslag van de heer D'haeseleer, n° 172/2 van 18 maart 1959.

15 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Handelsreizigers :

Wetsontwerp tot invoering van een beroepseenzelfvghedskaart voor handelsreizigers.

Overgezonden door de Senaat, n° 95 van 24 april 1945.

Verslag van de heer Heyman, n° 194 van 29 augustus 1945.

26 september 1945. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Hygiëne en veiligheid van de arbeid :

Wetsontwerp betreffende de veiligheidsvoorschriften bij de fabricage, de behandeling en het gebruik van gevaarlijke scheikundige stoffen en produkten, ter voorkoming van ongevallen en beroepsziekten.

Overgezonden door de Senaat, n° 128/1 van 1958-1959.

Amendementen van de Regering, n° 128/2 van 17 maart 1959.

Verslag van de heer Bertrand, n° 128/3 van 18 maart 1959.

12 november 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor advies naar de Commissie voor de Volksgezondheid en het Gezin.

Paritaire comités :

Wetsontwerp betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.

Overgezonden door de Senaat, n° 559/1 van 7 februari 1968.

Verslaggever: de heer Van Rompaey.

Begrotingen :

Wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid voor het begrotingsjaar 1969.

Ingediend door de Regering, n° 4-XVII/1 van 1968-1969.

COMMISSIE VOOR HET VERKEERSWEZEN, DE POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN TELEFONIE.

Buitenlandse zaken :*Vervoer :*

Wetsontwerp betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg.

Ingediend door de Regering, n° 89/1 van 16 oktober 1968.

Verslaggever: de heer Van Winghe.

Vervoer :*Zeevaart :*

Wetsontwerp betreffende reglementering van het zeetransport.

Ingediend door de Regering, n° 87/1 van 15 oktober 1968.

Verslaggever: de heer Blanckaert.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET GEZIN.

Onderwijs :*Talen :*

Wetsvoorstel houdende taalregeling in de inrichtingen voor kinderopas.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 17/1 van 26 juni 1968.

Openbare onderstand :

1. Wetsontwerp houdende wijziging van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand.

Overgezonden door de Senaat, n° 567/1 van 28 februari 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 68 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand ten einde het principe van het sociaal bestaansminimum in te voeren.

Ingediend door de heer Gillet, n° 14/1 van 25 juni 1968.

IV. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen.

Belastingen :*Directe belastingen :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen.

Ingediend door de heer Michel, n° 145/1 van 12 november 1968.

Beroepen :*Tandprothesist :*

Wetsvoorstel tot instelling van de titel van tandprothesist.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 149/1 van 12 november 1968

Burgerlijk recht :*Burgerlijke aansprakelijkheid (automobilisten) :*

Wetsvoorstel betreffende de vergoeding van de schade in verband met lichamelijke letsels die zijn opgelopen bij door wild veroorzaakte verkeersongevallen.

Ingediend door de heer Michel, n° 97/1 van 22 oktober 1968.

Burgerlijke stand :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 75 van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de door de partijen aan te wijzen dag voor de voltrekking van een huwelijk.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 55/1 van 18 juli 1968.

Amendement van de heer Defraigne, n° 55/2 van 23 juli 1968.

Dienstbaarheden :

Wetsvoorstel tot wijziging van Afdeling V van Titel IV van het Tweede Boek (art. 682 tot 685) van het Burgerlijk Wetboek, betreffende het recht van overgang of van noodweg.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 147/1 van 12 november 1968.

Erfenissen :

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van artikelen 832 en 833 van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de verdeling.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 146/1 van 12 november 1968.

Handelsetigendom :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1951 op de handelshuurovereenkomsten.

Ingediend door de heer Saint-Reiny, n° 27/1 van 4 juli 1968.

Inboorlingschap :

1. Wetsvoorstel betreffende de herkrigging van de Belgische nationaliteit door bepaalde personen die vervallen verklaard zijn krachtens de besluitwet van 20 juni 1945 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1962.

Ingediend door de heer Schyns, n° 119/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel betreffende de herkrigging van de Belgische nationaliteit door sommige ervan vervallen verklaarde personen ingevolge de wet van 30 juli 1934 betreffende de vervallenverklaring van de staat van Belg.

Ingediend door de heer Schyns, n° 120/1 van 22 oktober 1968.

Vaderschap en afstamming :

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 316, 317 en 318 van het Burgerlijk Wetboek, waarbij de procedure tot ontkenning van vaderschap wordt geregeld.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 117/1 van 22 oktober 1968.

Verjaring :

Wetsvoorstel betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.

Ingediend door de heer Pede, n° 95/1 van 22 oktober 1968.

Dieren :*Bescherming van dieren.*

Wetsvoorstel waarbij het schieten van duiven wordt verboden.

Ingediend door de heer Gillet, n° 47/1 van 17 juli 1968.

Handel en nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot bevordering van de gewestelijke economische expansie.

Ingediend door de heer Devos (R.), n° 109/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel tot bevordering van investeringen in de achterliggende gebieden en tot wijziging van de wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben.

Ingediend door de heer Hannotte, n° 111/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel betreffende de gewestelijke expansie en tot wijziging van de wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben.

Ingediend door de heer Leburton, n° 112/1 van 22 oktober 1968.

Handelsrecht :*Faillissement :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 518 van het Wetboek van Koophandel.

Ingediend door de heer Duerinck, n° 30/1 van 9 juli 1968.

Hulpverlening :

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een openbare instelling, Dienst voor de Ontwikkelingssamenwerking genaamd.

Ingediend door de heer Califice, n° 59/1 van 18 juli 1968.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking.

Ingediend door de heer Califice, n° 60/1 van 18 juli 1968.

Jacht :

Wetsvoorstel tot vaststelling van een minimum als aaneengesloten oppervlakte voor de gronden waarop het jachtrecht mag worden uitgeoefend.

Ingediend door de heer Pede, n° 96/1 van 22 oktober 1968.

Kieswetten :*Gemeenteverkiezingen :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet.

Ingediend door de heer Demets, n° 110/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 65 van de gemeentekieswet wat de verkiesbaarheidsleeftijd betreft.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 115/1 van 22 oktober 1968.

Verkiezingspropaganda :

Wetsvoorstel tot invoering van toezicht op en beperking van de verkiezingsuitgaven.

Ingediend door de heer Persoons, n° 100/1 van 22 oktober 1968.

Kinderbijslagen :

1. Wetsvoorstel betreffende de toekenning van kinderbijslag voor kinderen van werknemers die gedetineerd of gevangen gezet zijn.

Ingediend door de heer Hicguet, n° 102/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel betreffende de kinderbijslag en het kraamgeld.

Ingediend door de heer Brouhon, n° 140/1 van 12 november 1968.

Landbouw :*Krediet :*

Wetsvoorstel tot oprichting van een Maatschappij voor Grondkrediet.

Ingediend door de heer Dewulf, n° 46/1 van 17 juli 1968.

Leger :*Burgerlijk personeel :*

1. Wetsvoorstel tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen, toepasselijk op het burgerlijk en het daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Landsverdediging ingeval van dienstoverplaatsing.

Ingediend door de heer Posson, n° 24/1 van 3 juli 1968.

2. Wetsvoorstel waarbij het mogelijk wordt gemaakt om militairen tot rijksambtenaar bij het Ministerie van Landsverdediging te benoemen ingeval er aldaar vaste betrekkingen worden opgesteld ter vervanging van betrekkingen die door militairen van het actief kader werden bekleed, en waarbij de bijzondere bepalingen die op de aldus benoemde ambtenaren toepasselijk zijn, worden vastgelegd.

Ingediend door de heer Posson, n° 93/1 van 22 oktober 1968.

Dienstplicht :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 42/1 van 16 juli 1968.

Lijkverbranding :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1932 waarbij lijkverbranding wordt toegelaten.

Ingediend door de heer Hicguet, n° 101/1 van 22 oktober 1968.

Onderwijs :

1. Wetsvoorstel waarbij aan sommige leden van het onderwijzend personeel uit de Oostkantons, wier indiensttreding aanzienlijk werd vertraagd ingevolge de oorlog 1940-1945, extra-diensttijd wordt aangerekend in hun loopbaan voor de berekening van de wedde en van het pensioen.

Ingediend door de heer Schyns, n° 58/1 van 18 juli 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de Nationale Raad voor het Rijksonderwijs.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 63/1 van 18 juli 1968.

3. Wetsvoorstel betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en de bevordering van het onderwijs in het algemeen.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 105/1 van 22 oktober 1968.

4. Wetsvoorstel tot regeling van het onderwijs in de tehuizen voor kindeyren wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 106/1 van 22 oktober 1968.

5. Wetsvoorstel op het buitengewoon onderwijs.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 107/1 van 22 oktober 1968.

Beroepsonderwijs :

Wetsvoorstel waarbij de jonge werknemers in staat gesteld worden tijdens de normale werkuren de leergangen van het onderwijs met beperkt leerplan te volgen en waarbij hun bezoldiging gedurende die tijd wordt geregeld.

Ingediend door de heer Baudson, n° 142/1 van 12 november 1968.

Hoger onderwijs :

1. Wetsvoorstel op het wetenschappelijk onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 143/1 van 12 november 1968.

2. Wetsvoorstel tot het regelen van de studiën van technisch ingenieur en tot vaststelling van de voorwaarden, vereist om deze graad te behalen.

Ingediend door de heer Coppeters, n° 144/1 van 12 november 1968.

Lager onderwijs :

Wetsvoorstel betreffende de verlenging van de leerplicht.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 64/1 van 18 juli 1968.

Onteigening :

Wetsvoorstel waarbij, voor de personen tegen wie een onteigening ten algemene nutte wordt vervolgd, de kosten voor technisch en rechtskundig advies ten laste van de Staat worden gelegd.
Ingediend door de heer Charpentier, n° 114/1 van 22 oktober 1968.

Oorlog :

Burgerlijke oorlogsslachtoffers.

Wetsvoorstel tot invoering van een statuut van de onder dwang bij de Wehrmacht ingelijfd.

Ingediend door de heer Schyns, n° 57/1 van 18 juli 1968.

Oorlogsschade :

Wetsvoorstel tot invoeging van een nieuw artikel 5bis in de op 30 januari 1954 gecoördineerde wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen.

Ingediend door de heer Schyns, n° 121/1 van 22 oktober 1968.

Openbare besturen :

Oorlogsinvaliden :

Wetsvoorstel waarbij het genot van de anciënniteitsbijslagen, bepaald bij artikel 13 van de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 ten gunste van de leden van het Rijkspersoneel die invalide van de oorlog 1940-1945 zijn, wordt uitgebreid tot de tijdens de periode van 10 mei 1940 tot 8 mei 1945 aan het Algemeen Burgerlijk Bestuur gehechte burgerlijke ambtenaren.

Ingediend door de heer Delforge, n° 148/1 van 12 november 1968.

Talen :

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd door het koninklijk besluit van 18 juli 1966.

Ingediend door de heer Simonet, n° 23/1 van 2 juli 1968.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 mei 1912 op de pensioenen van het onderwijzend personeel.
Ingediend door de heer Gillet, n° 48/1 van 17 juli 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel.
Ingediend door de heer Gillet, n° 92/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving op de pensioenen van het personeel van het technisch onderwijs en tot invoering van dezelfde regels voor alle onderwijstakken met betrekking tot :

1. de anciënniteitsbijslagen op grond van het bezit van bepaalde diploma's;
2. de aanrekening, voor het bepalen van het pensioenbedrag, van de voor de vaststelling van de wedde in aanmerking komende diensten.

Ingediend door de heer Hurez, n° 108/1 van 22 oktober 1968.

Publiek recht :

Nationale en gewestelijke raden :

Wetsvoorstel betreffende de inrichting van de Brusselse agglomeratie.

Ingediend door de heer Simonet, n° 94/1 van 22 oktober 1968.

Onverenigbaarheden :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Brouhon, n° 98/1 van 22 oktober 1968.

Raad van State :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 december 1946 tot oprichting van een Raad van State.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 52/1 van 17 juli 1968.

Raad van State :

Wedden.

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 april 1955 betreffende de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, gewijzigd door de wet van 28 maart 1964.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 51/1 van 17 juli 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.

Ingediend door de heer Persoons, n° 99/1 van 22 oktober 1968.

Rechterlijke inrichting :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de aanvullende bepalingen betreffende de gebiedsomschrijving en de zetel van de hoven en rechtbanken voor Waals Brabant alsmede voor de provincies Namen, Henegouwen, Luik en Limburg.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 28/1 van 4 juli 1968.

Rekenhof :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 50/1 van 17 juli 1968.

2. Voorstel van resolutie waarbij het Rekenhof wordt gelast bij de Wetgevende Kamers voorstellen in te dienen tot wijziging van artikel 9bis van de wet van 29 oktober 1846 betreffende de inrichting van het Rekenhof.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 53/1 van 17 juli 1968.

3. Voorstel van resolutie waarbij het Rekenhof wordt gelast aan de Wetgevende Kamers zijn opmerkingen betreffende de doelmatigheid en de rendabiliteit van de overheidsuitgaven mede te delen.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 54/1 van 17 juli 1968.

Sociale verzekeringen :

Arbeidsongevallen :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 28 van de gecoördineerde wetten van 28 september 1931 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit de arbeidsongevallen.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 116/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel betreffende de schadevergoeding wegens arbeidsongevallen welke zich tussen 10 mei 1940 en 30 september 1944, onder de gelding van de Duitse wetgeving, voorgedaan hebben in de door het Duitse Rijk aangehechte Belgische gebieden.

Ingediend door de heer Schyns, n° 122/1 van 22 oktober 1968.

Beroepsziekten :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.

Ingediend door de heer Anciaux, n° 150/1 van 12 november 1968.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel tot verhoging van het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 12/1 van 25 juni 1968.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationaal Fonds voor de bouw en het geschikt maken van woningen en verplegingsinrichtingen voor bejaarden.

Ingediend door de heer Gillet, n° 49/1 van 17 juli 1968.

3. Wetsvoorstel betreffende het rust- en overlevingspensioen voor de onder Belgische vlag varende zeelieden, getroffen door een arbeidsongeval dat mede te wijten is aan een oorlogshandeling.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 103/1 van 22 oktober 1968.

4. Wetsvoorstel waarbij uitoefening van een beroepsbezigheid wordt toegestaan aan alle personen die een ouderdoms- of overlevingspensioen genieten.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 118/1 van 22 oktober 1968.

5. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationaal Instituut voor Bejaarden.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 123/1 van 22 oktober 1968.

Strafrecht :

Goede zeden :

Wetsvoorstel tot opheffing van het 7°, het 8° en het 9° lid van artikel 383 van het Strafwetboek.

Ingediend door de heer Cudell, n° 56/1 van 18 juli 1968.

Overtredingen :

Wetsvoorstel betreffende de lawaaibestrijding.

Ingediend door de heer Gillet, n° 126/1 van 23 oktober 1968.

Veiligheid van de Staat :

1. Wetsvoorstel tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

Ingediend door de heer Glinne, n° 22/1 van 2 juli 1968.

2. Wetsvoorstel op de separatistische drijfverijen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 65/1 van 18 juli 1968.

Voorwaardelijke invrijheidstelling en veroordeling :

1. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1 van de wet van 31 mei 1888 waarbij de voorwaardelijke invrijheidstelling en de voorwaardelijke veroordelingen in het strafstelsel worden ingevoerd.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 43/1 van 16 juli 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.

Ingediend door de heer Duerinck, n° 141/1 van 12 november 1968.

Urbanisatie :

Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 58 en inlassing van een artikel 58bis in de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en stedenbouw.

Ingediend door de heer Coucke, n° 21/1 van 2 juli 1968.

Volksgezondheid :

Wetsvoorstel betreffende de diepgevroren produkten.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 61/1 van 18 juli 1968.

Waters en bossen :

Waterverontreiniging :

Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationale Maatschappij voor de Beveiliging van het Bovenwater.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 104/1 van 22 oktober 1968.

Werkloosheid :

Wetsvoorstel tot toekenning van dezelfde werkloosheidsuitkeringen aan werkloze vrouwen als aan mannelijke werklozen.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 113/1 van 22 oktober 1968.